



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**

Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/34
10 novembre 2022

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS



COMITÉ EXÉCUTIF
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL
Quatre-vingt-onzième réunion
Montréal, 5-9 décembre 2022
Point 9(c) de l'ordre du jour provisoire¹

**AMENDEMENTS AU PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ONUDI
POUR L'ANNEE 2022**

¹ UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/1

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATION DU SECRÉTARIAT DU FONDS

1. L'ONUDI demande que le Comité exécutif approuve 2 119 977 \$US, plus des coûts d'appui d'agence de 150 198 \$US, pour des amendements de son programme de travail de 2022, indiqués dans le tableau 1. La soumission est jointe au présent document.

Tableau 1: Amendements du programme de travail de l'ONUDI pour 2022

Pays	Activité/Projet	Montant demandé (\$US)	Montant recommandé (\$US)
SECTION A: ACTIVITÉS RECOMMANDÉES AUX FINS D'APPROBATION GLOBALE			
A1: Renouvellement des projets de renforcement des institutions			
Arménie	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase VIII)	153 600	153,600
Egypte	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase XIV)	292 253	292,253
Libye	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase VII)	174 164	174,164
Mexique	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase XVI)	316 160	316,160
Türkiye	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase X)	332 800	332,800
Total partiel pour A1		1 268 977	1 268 977
Coûts d'appui d'agence		88 828	88 828
Total pour A1		1 357 805	1 357 805
A2: Assistance technique pour la préparation d'un rapport de vérification sur la consommation de HCFC			
Bolivie (État plurinational de)	Rapport de vérification pour la phase II du plan de gestion de l'élimination des HCFC(PGEH)	30 000	30,000
Équateur	Rapport de vérification pour la phase II du plan de gestion de l'élimination des HCFC(PGEH)	30 000	30,000
Guatemala	Rapport de vérification pour la phase II du plan de gestion de l'élimination des HCFC(PGEH)	30 000	30,000
Total partiel pour A2		90 000	90 000
Coûts d'appui d'agence		8 100	8 100
Total pour A2		98 100	98 100
A3: Préparation de projets pour les plans de gestion de l'élimination des HCFC(PGEH)			
Mexique	Préparation d'un PGEH (phase III)	90 000	90 000
Total partiel pour A3		90 000	90 000
Coûts d'appui d'agence		6 300	6 300
Total pour A3		96 300	96 300
A4: Préparation de projets pour les plans de gestion de l'élimination des HCFC de Kigali (KIP)			
Bosnie-Herzégovine	Préparation d'un KIP (phase I)	130 000	130 000
Congo ^a	Préparation d'un KIP (phase I)	119 000	119 000
Cote d'Ivoire ^b	Préparation d'un KIP (phase I)	57 000	57 000
Gabon ^b	Préparation d'un KIP (phase I)	57 000	57 000
Guinée-Bissau ^b	Préparation d'un KIP (phase I)	39 000	39 000
Maroc	Préparation d'un KIP (phase I)	190 000	190 000
Sainte Lucie ^b	Préparation d'un KIP (phase I)	40 000	40 000
République Unie de Tanzanie ^b	Préparation d'un KIP (phase I)	39 000	39 000
Total partiel pour A4		671 000	671 000
Coûts d'appui d'agence		46 970	46 970
Total pour A4		717 970	717 970
Total pour A1, A2, A3, A4		2 119 977	2 119 977
Coûts d'appui d'agence pour A1, A2, A3, A4		150 198	150 198
Grand total		2 270 175	2 270 175

^a Le PNUE est l'agence d'exécution principale

^b Le PNUE est l'agence d'exécution principale

SECTION A: ACTIVITÉS RECOMMANDÉES AUX FINS D'APPROBATION GLOBALE

A1: Renouvellement des projets de renforcement des institutions

Description des projets

2. L'ONUDI a soumis des demandes de renouvellement des projets de renforcement des institutions (RI) pour les pays indiqués dans la section A1 du tableau 1. La description de ces projets figure à l'Annexe I au présent document.

Observations du Secrétariat

3. Le Secrétariat a examiné les demandes de renouvellement de cinq projets RI soumises par l'ONUDI au nom des Gouvernements intéressés, par rapport aux lignes directrices et aux décisions pertinentes concernant l'admissibilité et les niveaux de financement. Les demandes étaient comparées de nouveau aux plans de travail RI originaux pour la phase précédente, au programme de pays et aux données visées à l'Article 7, au rapport le plus récent sur la mise en œuvre de leur plan de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH), au rapport périodique de l'agence, et à toutes décisions pertinentes de la Réunion des Parties. Il a été noté que ces pays avaient soumis les données de leur programme de pays de 2021 et qu'ils étaient en conformité avec les cibles de contrôle du Protocole de Montréal, et que leur consommation annuelle de HCFC ne dépasse pas le niveau de consommation maximale admissible indiqué dans les Accords de PGEH conclus avec le Comité exécutif. Par ailleurs, les demandes soumises incluaient des indicateurs de performance pour les activités prévues pour la prochaine phase des projets RI, en application de la décision 74/51(e).

Recommandation du Secrétariat

4. Le Secrétariat recommande l'approbation globale des demandes de renouvellement des projets de renforcement des institutions pour les pays suivants: Arménie, Égypte, Libye, Mexique, et Türkiye, aux niveaux de financement indiqués dans la section A1 du tableau 1 du présent document. Le Comité exécutif est invité à exprimer aux Gouvernements des pays précités les observations figurant dans l'Annexe II au présent document.

A2: Assistance technique pour la préparation d'un rapport de vérification sur la consommation de HCFC

Description du projet

5. Le Comité exécutif a demandé aux agences bilatérales et agences d'exécution intéressées d'inclure dans leurs programmes de travail respectifs les amendements à soumettre à la 91^e réunion, le financement de la préparation de rapports de vérification pour des pays sélectionnés visés à l'Article 5. L'ONUDI, en sa qualité d'agence d'exécution principale, a demandé le financement de la vérification de la phase II du PGEH de la Bolivie (État plurinational), de l'Équateur et du Guatemala.²

Observations du Secrétariat

6. Le Secrétariat a noté que le financement demandé était semblable aux fonds approuvés pour des vérifications similaires dans les réunions précédentes. Il a noté par ailleurs que les rapports de vérification devaient être soumis au plus tard 10 semaines avant la réunion applicable du Comité exécutif où les prochaines tranches de financement des PGEH sont demandées.

² Décision 90/33

Recommandation du Secrétariat

7. Le Secrétariat recommande l'approbation globale de la préparation des rapports de vérification pour la phase II des plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) pour la Bolivie (État plurinational de), l'Équateur, et le Guatemala, aux niveaux de financement indiqués dans la section A2 du tableau 1, étant entendu que les rapports de vérification devaient être soumis au plus tard 10 semaines avant la réunion applicable du Comité exécutif où les prochaines tranches de financement des PGEH sont demandées.

A3: Préparation de projet pour les plans de gestion de l'élimination des HCFC

Description du projet

8. En sa qualité d'agence d'exécution désignée, l'ONUDI a soumis une demande de financement pour la préparation de la phase III du PGEH du Mexique, comme il est indiqué dans la section A3 du tableau 1.

9. L'ONUDI a présenté les descriptions des activités à l'appui de la demande de préparation de projet pour la phase III du PGEH, incluant: la justification du financement demandé pour préparation du projet; un périodique sur la mise en œuvre de la phase II du PGEH; la liste des activités à exécuter durant la préparation du projet, et les budgets correspondants.

Observations du Secrétariat

10. Dans son examen de la demande, le Secrétariat a pris en considération les lignes directrices pour le financement de la préparation des PGEH pour des pays visés à l'Article 5 figurant dans la décision 71/42,³ les progrès réalisés sur la phase II des PGEH incluant l'état de mise en œuvre des tranches au moment de la préparation du présent document; ainsi que la décision 84/46(e).⁴ Le Secrétariat a noté que le financement demandé est conforme à la décision 71/42.

11. Le Secrétariat a rappelé qu'à la 90^e réunion, la date d'achèvement de la phase II du PGEH a été repoussée au 31 décembre 2024⁵ il a noté que la demande était conforme à la décision 82/45 qui stipulait que les demandes de préparation de projet ne seraient pas présentées moins de deux ans avant la date d'achèvement de la phase II du PGEH.

12. L'ONUDI a confirmé que la préparation de projet demandée pour la phase III du PGEH du Mexique permettra d'éliminer 100 % de la consommation de HCFC d'ici au 1^{er} janvier 2030.

Recommandation du Secrétariat

13. Le Secrétariat recommande l'approbation globale de la préparation de projet pour la phase III du plan de gestion de l'élimination des HCFC du Mexique, au niveau de financement indiqué dans la section A3 du tableau 1.

A4: Préparation de projets pour les plans de mise en œuvre HFC de Kigali (KIP)

Description des projets

14. L'ONUDI a soumis des demandes de financement pour la préparation de la phase I des KIP pour deux pays visés à l'Article 5; pour un pays visé à l'Article 5 en sa qualité d'agence d'exécution désignée, avec le PMUE comme agence d'exécution de coopération; et pour cinq pays en sa qualité d'agence

³ Lignes directrices pour le financement de la préparation de la phase II du plan de gestion de l'élimination des HCFC pour les pays visés à l'Article 5

⁴ L'inclusion de la phase III des PGEH dans le plan d'activités est autorisée uniquement pour les pays disposant d'une phase II de PGEH autorisée, avec des cibles de réduction inférieures aux cibles de 2025 aux fins de conformité.

⁵ Décision 90/46

d'exécution de coopération avec le PNUE comme agence d'exécution principale, comme il est indiqué dans la section A4 du tableau 1. Le PNUE, en qualité d'agence d'exécution principale pour les pays suivants: Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée-Bissau, Sainte Lucie et République Unie de Tanzanie, et d'agence d'exécution de coopération pour le Congo, a demandé 589 000 \$US, plus des coûts d'appui d'agence de 76 570 \$US dans ses amendements de programme de travail pour 2022.⁶

Observations du Secrétariat

15. Dans son examen de ces demandes, le Secrétariat a pris en considération les lignes directrices pour le financement de la préparation des KIP conformément à la décision 87/50; les activités proposées pour la préparation des projets et leur connexion avec des activités habilitantes et autres projets liés aux HFC dans leurs pays. Le Secrétariat a noté que l'ONUDI, en sa qualité d'agence d'exécution désignée/principale, a fourni les descriptions des activités requises pour la préparation de la stratégie générale de la phase I des KIP de la Bosnie-Herzégovine, du Congo et du Maroc. La soumission incluait des données sur la consommation de HFC et de mélanges de HFC pour tous les pays; des activités de préparation de projets pour les trois pays inclus dans un sondage national et une collecte de données sur la consommation de HFC; une analyse de l'utilisation des HFC et des produits de remplacement; une évaluation des capacités et des besoins de formation dans le secteur de l'entretien, une évaluation des capacités de réhabilitation et de destruction; l'établissement d'une stratégie générale d'élimination des HFC; la préparation de mesures initiales liées aux HFC; et les consultations et validations des parties prenantes. Les plans pour la Bosnie-Herzégovine et le Congo incluait également des examens de politique et de législation concernant l'élimination de HFC; une analyse du renforcement nécessaire des capacités pour les douanes; et la mise sur pied d'un plan de communication et de vulgarisation. Une étude de l'efficacité énergétique dans tous les secteurs était incluse dans les activités pour le Congo et le Maroc, et des activités soutenant l'égalité des sexes pour le KIP figuraient également parmi les activités pour le Congo.

16. The Secrétariat a noté que les trois pays où l'ONUDI est l'agence d'exécution désignée ou principale ont ratifié l'Amendement de Kigali;⁷ ont fourni des lettres d'autorisation signifiant leur intention de prendre des mesures rapides pour l'élimination des HFC; et que le financement demandé est conforme à la décision 87/50.

17. Le PNUE est l'agence d'exécution principale pour les pays suivants: Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée-Bissau, Sainte Lucie, et République Unie de Tanzanie, il a soumis une description des activités requises pour la préparation des KIP ainsi que les coûts correspondants de chaque activité dans ses amendements de programme de travail;⁸ les observations du Secrétariat sont également ci-inclus.

Recommandation du Secrétariat

18. Le Secrétariat recommande l'approbation globale de la préparation de projets pour les plans de mise en œuvre HFC de Kigali (KIP) pour les pays suivants: Bosnie-Herzégovine, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée-Bissau, Maroc, Sainte Lucie, et République Unie de Tanzanie, aux niveaux de financement indiqués dans la section A4 du tableau 1.

⁶ UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/33

⁷ Date de ratification (ou d'acceptation) de l'Amendement de Kigali: Bosnie-Herzégovine (26 mai 2021), Congo (16 juin 2022) et Morocco (22 avril 2022).

⁸ UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/33.

Annex I
INSTITUTIONAL STRENGTHENING PROJET PROPOSALS¹

Armenia: Renewal of institutional strengthening

Summary of the projet and country profile		
Implementing agency:		ONUDI
Amounts previously approved for institutional strengthening (\$US):		
	Phase I: Apr-09	120,000
	Phase II: Dec-10	120,000
	Phase III: Dec-12	120,000
	Phase IV: Nov-14	120,000
	Phase V: May-16	153,600
	Phase VI: Dec-18	153,600
	Phase VII: Dec-20	153,600
	Total:	940,800
Amount requested for renewal (phase VIII) (\$US):		153,600
Amount recommended for approval for phase VIII (\$US):		153,600
Coûts d'appui d'agence (\$US):		10,752
Total cost of institutional strengthening phase VIII to the Multilateral Fund (\$US):		164,352
Date of approval of programme de pays:		2009
Date of approval of HCFC phase-out management plan:		2010
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes):		
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)		0.0
(b) Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)		7.0
(c) Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)		0.0
Latest reported ODS consumption (2021) (ODP tonnes) as per Article 7:		
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform)		0.00
(b) Annex C, Group I (HCFCs)		0.56
(c) Annex E (methyl bromide)		0.00
	Total:	0.56
Year of reported programme de pays implementation data:		2021
Amount approved for projets (as at June 2022) (\$US):		2,413,638
Amount disbursed (as at December 2021) (\$US):		1,815,354
ODS to be phased out (as at June 2022) (ODP tonnes):		3.53
ODS phased out (as at December 2021) (ODP tonnes):		2.20

1. Summary of activities and funds approved by the Comité exécutif:

Summary of activities	Funds approved (\$US)
(a) Investment projets:	692,438
(b) Institutional strengthening:	940,800
(c) Projet preparation, technical assistance, training and other non-investment projets:	780,400
	Total:
	2,413,638
(d) HFC activities funded from additional voluntary contributions	150,000

Progress report

2. During phase VII of the institutional strengthening (IS) projet, Armenia made substantive progress in reviewing the specific national regulations aimed at controlling the import, transit, and movement of ODS in the country. In addition, Armenia improved HCFC control by taking into account the regional approach, adopting the integrated regional concept and being an active member of the region. Regular

¹ Data as at December 2021 are based on document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/16.

access of the National Ozone Unit (NOU) staff to senior decision-makers was assured through integration of the NOU's Action Plan in the National Environmental Action Plan and by the legislative framework put in place. The awareness-raising programme, the latest ODS phase-out achievements, as well as the latest decisions and regulations referring to HCFC consumption in the country and the country policy are public information that was updated on a weekly basis on the dedicated webpage of the Ministry of Environment Protection (<https://www.armozone.am/en/>). Of the 23 performance indicators selected for the phase, 19 were fully achieved, three were partially achieved, and one was not achieved.

Plan of action

3. During the upcoming phase, Armenia aims to address sustainability of the NOU by ensuring continuity of the staff. This phase of the projet will assist the Government in meeting its obligations under the Protocole de Montréal, with a specific focus on the future HFC phase-down including required national policies and preparation for HFC restrictions. In this context, the NOU will assist in monitoring and identification of ODS consumption and follow-up on the ongoing update of current national policies and regulations. Illegal trade will be pursued in close collaboration with Customs, as well as awareness-raising of technicians about recovery and recycling techniques and practices, with a view to use the gained experience in the HCFC phase-out programme. The NOU will continue to actively cooperate with ministries and inter-ministerial bodies as well as with advisory groups such as non-governmental organizations, refrigeration and air-conditioning associations and others.

Egypt: Renewal of institutional strengthening

Summary of the projet and country profile		
Implementing agency:		ONUDI
Amounts previously approved for institutional strengthening (\$US):		
	Phase I: Jun-93	263,450
	Phase II: Nov-95	219,530
	Phase III: Mar-99	175,000
	Phase IV: Jul-01	175,000
	Phase V: Jul-03	228,323
	Phase VI: Mar-07	228,323
	Phase VII: Nov-08	228,323
	Phase VIII: Jul-10	228,323
	Phase IX: Jul-12	228,323
	Phase X: May-14	228,323
	Phase XI: May-16	292,253
	Phase XII: Jun-18	292,253
	Phase XIII: Dec-20	292,253
	Total:	3,079,677
Amount requested for renewal (phase XIV) (\$US):		292,253
Amount recommended for approval for phase XIV (\$US):		292,253
Coûts d'appui d'agence (\$US):		20,458
Total cost of institutional strengthening phase XIV to the Multilateral Fund (\$US):		312,711
Date of approval of programme de pays:		1992
Date of approval of HCFC phase-out management plan:		2011
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes):		
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)		26.0
(b) Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)		386.3
(c) Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)		238.1
Latest reported ODS consumption (2021) (ODP tonnes) as per Article 7:		
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform)		0.00
(b) Annex C, Group I (HCFCs)		209.16
(c) Annex E (methyl bromide)		0.00
Total:		209.16

Summary of the projet and country profile	
Year of reported programme de pays implementation data:	2021
Amount approved for projets (as at June 2022) (\$US):	78,973,141
Amount disbursed (as at December 2021) (\$US):	58,606,212
ODS to be phased out (as at June 2022) (ODP tonnes):	4,669.97
ODS phased out (as at December 2021) (ODP tonnes):	4,548.60

4. Summary of activities and funds approved by the Comité exécutif:

Summary of activities	Funds approved (\$US)
(a) Investment projets:	69,193,052
(b) Institutional strengthening:	3,079,677
(c) Projet preparation, technical assistance, training and other non-investment projets:	6,700,412
Total:	78,973,141
(d) HFC activities funded from additional voluntary contributions	280,000

Progress report

5. During phase XIII of the IS projet, the Egyptian Environmental Affairs Agency / Ozone Layer Protection Section (NOU) advanced the implementation of Protocole de Montréal activities in the country and ensured the country's compliance with its reduction targets. The focus during the phase was on: strict monitoring of HCFC trade through the national ODS regulatory framework and allocation of quotas; further strengthening cooperation with customs authorities ensuring sustained ODS phase-out; organization of training activities with customs officers on prevention of illegal trade; collaborating and sharing information with the industry associations and a large spectrum of institutions; organizing regular meetings of the National Ozone Committee; finalization of activities under stage I of the PGEH and coordination of stage II of the PGEH activities; implementation of the enabling activities projet to prepare the country for ratification of the Kigali Amendment; public awareness activities, including celebration of International Ozone Day; programme de pays and Article 7 data reporting; and active participation in regional network and Protocole de Montréal meetings. Of the 17 performance indicators selected for the phase, 15 are fully achieved and two are partially achieved.

Plan of action

6. During phase XIV, the NOU's priority will be for Egypt to achieve its 2024 HCFC reduction target and continue with the implementation of stage II of the PGEH, including the conversion of manufacturers in the polyurethane foam and residential air-conditioning sectors that will result in significant reduction of ODS consumption. Activities planned for the phase include: programme de pays and Article 7 data reporting; continued monitoring of the licensing system and allocation of import quotas; continuing implementing activities under stage II of the PGEH; continuing cooperation with customs authorities and industry associations; facilitating the ratification process of the Kigali Amendment through implementation of the enabling activities projet and requesting preparatory funding for developing the Kigali HFC implementation plan. Public awareness activities will include the celebration of International Ozone Day and the country plans to participate in regional network and Protocole de Montréal meetings, whether online or physical, when conditions allow. The country has included 20 performance indicators for the upcoming phase, including two gender-related indicators.

Libya: Renewal of institutional strengthening

Summary of the projet and country profile		
Implementing agency:		ONUDI
Amounts previously approved for institutional strengthening (\$US):		
Phase I:	Dec-00	157,000
Phase II:	Nov-09 & Apr-10	136,065
Phase III:	Dec-13	136,065
Phase IV:	May-15 & Dec-16	155,115
Phase V:	Jun-18	174,164
Phase VI:	Jun-20	174,164
	Total:	932,573
Amount requested for renewal (phase VII) (\$US):		174,164
Amount recommended for approval for phase VII (\$US):		174,164
Coûts d'appui d'agence (\$US):		12,191
Total cost of institutional strengthening phase VII to the Multilateral Fund (\$US):		186,355
Date of approval of programme de pays (CP):		1999
Date of approval of HCFC phase-out management plan:		2015
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes):		
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)		0.0
(b) Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)		118.38
(c) Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)		94.1
Latest reported ODS consumption (2021) (ODP tonnes) as per Article 7:		
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform)		0
(b) Annex C, Group I (HCFCs)		75
(c) Annex E (methyl bromide)		0
	Total:	75
Year of reported CP implementation data:		2021
Amount approved for projets (as at June 2022) (\$US):		10,878,884
Amount disbursed (as at December 2021) (\$US):		7,588,732
ODS to be phased-out (as at June 2022) (ODP tonnes):		1,604.99
ODS phased-out (as at December 2021) (ODP tonnes):		890.90

7. Summary of activities and funds approved by the Comité exécutif:

Summary of activities	Funds approved (\$US)
(a) Investment projets:	8,667,811
(b) Institutional strengthening:	932,573
(c) Projet preparation, technical assistance, training and other non-investment projets:	1,278,500
	Total:
	10,878,884
(d) HFC activities funded from additional voluntary contributions	150,000

Progress report

8. During phase VI of the IS projet, the Libyan NOU was fully staffed. Significant efforts were made, given the country's political and security situation, to continue with the implementation of Protocole de Montréal activities. Quotas for the period 2020 through 2022 were established and are monitored on regular basis. The country's HCFC consumption was below the control limits. The NOU continued to maintain cooperation with other public institutions through regular bilateral meetings, inter-ministerial meetings and steering committees. Programme de pays data and Article 7 data reports for 2020 and 2021 were submitted on time. Ozone Day celebrations were organized in 2021. Libyan officials attended the online Meetings of the Parties and Open-ended Working Group meetings during the reporting period. However, due to visa issues, they could not attend the meetings organized in person.

Libya has successfully achieved 10 out of the 16 planned performance indicators, while four were partially achieved and two were not achieved.

Plan of action

9. During the upcoming phase, the NOU will continue to monitor HCFC consumption to maintain compliance with the quota system and licensing system. Quotas will be issued for the years 2023 and 2024 to maintain HCFC consumption in line with the Agreement between the Comité exécutif and the country and with its commitments in decision XXVII/11. Activities planned under the next phase include: programme de pays and Article 7 data reporting; continued monitoring the licensing system and allocation of quotas to achieve full control over the imports of all HCFCs; continued efforts to introduce a ban on importing or manufacturing HCFC-based equipment; continued cooperation with customs authorities and industry representatives; facilitating the ratification process of the Kigali Amendment; and supervising the completion of activities under stage I of the PGEH and the implementation of stage II activities. Public awareness activities will include the celebration of International Ozone Day and Libya plans to participate in regional network and Protocole de Montréal meetings held during the phase. The country has included 16 performance indicators for phase VII.

Mexique: Renewal of institutional strengthening

Summary of the projet and country profile		
Implementing agency:		ONU/DI
Amounts previously approved for institutional strengthening (\$US):		
Phase I:	Jun-92 & Dec-94	350,000
Phase II:	Jul-95	95,000
Phase III:	Oct-96	190,000
Phase IV:	Jul-98	190,000
Phase V:	Jul-00	190,000
Phase VI:	Jul-02	247,000
Phase VII:	Apr-05	247,000
Phase VIII:	Jul-07	247,000
Phase IX:	Jul-09	185,250
Phase X:	Dec-10	247,000
Phase XI:	Dec-12	247,000
Phase XII:	Nov-14	247,000
Phase XIII:	Jul-17	316,160
Phase XIV:	Dec-18	316,160
Phase XV:	Dec-20	316,160
	Total:	3,630,730
Amount requested for renewal (phase XVI) (\$US):		316,160
Amount recommended for approval for phase XVI (\$US):		316,160
Coûts d'appui d'agence (\$US):		22,131
Total cost of institutional strengthening phase XVI to the Multilateral Fund (\$US):		338,291
Date of approval of programme de pays:		1992
Date of approval of Plan de gestion de l'élimination des HCFC(stage I):		2011
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes):		
Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)		56.4
Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)		1,148.8
Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)		1,130.8
Latest reported ODS consumption (2021) (ODP tonnes) as per Article 7:		
Annex B, Group III (methyl chloroform)		0.00
Annex C, Group I (HCFCs)		-90.11
Annex E (methyl bromide)		0.00
	Total:	-90.11
Year of reported programme de pays implementation data:		2021

Summary of the projet and country profile	
Amount approved for projets (as at June 2022) (\$US):	131,521,310
Amount disbursed (as at December 2021) (\$US):	118,668,152
ODS to be phased out (as at June 2022) (ODP tonnes):	7,179
ODS phased out (as at December 2021) (ODP tonnes):	7,114

10. Summary of activities and funds approved by the Comité exécutif:

Summary of activities	Funds approved (\$US)
(a) Investment projets:	114,514,167
(b) Institutional strengthening:	3,630,730
(c) Projet preparation, technical assistance, training and other non-investment projets:	13,376,413
Total:	131,521,310
(d) HFC activities funded from additional voluntary contributions	1,298,123

Progress report

11. During phase XV of the IS projet, the NOU followed up with priority to reduce Mexique’s HCFC consumption in accordance with the PGEH measures and continued implementing approved projets and application of the quota system to meet the reduction target in 2021 as per stage II of the PGEH. The HCFC quota system was improved, and the quotas and reduction targets were made public. Coordination activities continued including consultations with the national steering committee in the Head of the Office with Ministry of Foreign Affairs, industry associations, and other stakeholders. Public awareness activities also continued including the dissemination of materials for social media and the website relating to HCFC phase-out and HFC phase-down. A training programme continued to be improved including the addition of good practices in refrigeration servicing to avoid the use of HCFC. All these activities allowed Mexique to reduce its HCFC consumption and permitted Mexique to meeting its goal of eliminating 67.5 per cent of the HCFC baseline. A roadmap to implement the Kigali Amendment was the main result of the enabling activities projet. The roadmap presents the general “way forward” to implement the Kigali Amendment, based on the national diagnosis on use, consumption and sectoral distribution of HFCs. It also included an analysis of the national legal framework for the control of the consumption of substances regulated by the Protocole de Montréal and its amendments. The roadmap proposed an initial general identification of the short, medium and long-term actions of four pillars of public policy on which the HFC phase-down will be supported: regulation, strategic planning, implementation, and reporting and verification. Of the 29 performance indicators selected for the phase, 21 were fully achieved, five were partially achieved and three were not achieved.

Plan of action

12. During the upcoming phase, the NOU will continue to keep control of HCFC consumption and implement projets and the quota system to ensure sustainability of the reduction. In addition, the NOU will work to promote the strengthening of the NOU through operational monitoring of activities, documentation and dissemination of projets; and promoting training of NOU staff in technical aspects, such as logical frameworks, the projet cycle and the implementation of environmental projets supported by international funding. Work will also aim to improve the efficiency of the link between the national government and the implementing agency, as well as implementing actions to incorporate the Multilateral Fund policy on gender, including a gender analysis and gender action plan for the integration of gender sensitive actions among Multilateral Fund-supported projets. Mexique will also prepare its HFC reduction strategy during the upcoming phase.

Türkiye: Renewal of institutional strengthening

Summary of the projet and country profile		
Implementing agency:		ONUDI
Amounts previously approved for institutional strengthening (\$US):		
	Phase I:	Oct-92 300,000
	Phase II:	Dec-00 200,000
	Phase III:	Dec-04 260,000
	Phase IV:	Jul-09 195,000
	Phase V:	Jul-11 260,000
	Phase VI:	Jul-13 260,000
	Phase VII:	May-15 260,000
	Phase VIII:	Nov-17 332,800
	Phase IX:	Dec-19 332,800
	Total:	2,400,600
Amount requested for renewal phase X (\$US):		332,800
Amount recommended for approval for phase X (\$US):		332,800
Coûts d'appui d'agence (\$US):		23,296
Total cost of institutional strengthening phase X to the Multilateral Fund (\$US):		356,096
Date of approval of programme de pays:		1992
Date of approval of HCFC phase-out management plan:		2012
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes):		
(a)	Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)	37.4
(b)	Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)	551.5
(c)	Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)	479.7
Latest reported ODS consumption (2021) (ODP tonnes) as per Article 7:		
(a)	Annex B, Group III (methyl chloroform)	0.00
(b)	Annex C, Group I (HCFCs)	3.52
(c)	Annex E (methyl bromide)	0.00
	Total:	3.52
Year of reported programme de pays implementation data:		2021
Amount approved for projets (as at June 2022) (\$US):		57,267,795
Amount disbursed (as at December 2021) (\$US):		49,911,747
ODS to be phased out (as at June 2022) (ODP tonnes):		4,963.25
ODS phased out (as at December 2021) (ODP tonnes):		5,002.10

13. Summary of activities and funds approved by the Comité exécutif:

Summary of activities	Funds approved (\$US)
(a) Investment projets:	48,771,797
(b) Institutional strengthening:	2,400,600
(c) Projet preparation, technical assistance, training and other non-investment projets:	6,095,398
	Total: 57,267,795
(d) HFC activities funded from additional voluntary contributions	250,000

Progress report

14. During phase IX of the IS projet, the capacity of the Turkish NOU increased due to the allocation of an additional staff member by the Ministry of Environment, Urbanization and Climate Change, during a restructuring process. Progress was achieved in reviewing the ODS national legislation and through early introduction of HFC licensing, reporting and certification requirements, as a preparatory step to ensure future compliance with the HFC phase-down targets. In addition, Türkiye ratified the Kigali Amendment on 10 November 2021. The focus in the current phase was on: strict monitoring of HCFC trade through the national ODS regulatory framework and allocation of quotas; upgrading the ODS database with new

modules, including the improvement of electronic systems allowing a centralized database for HFCs accessible by the NOU, customs, and trade authorities; further strengthening the cooperation with the customs authorities ensuring sustained ODS phase-out; organization of training activities with stakeholders related to the upcoming obligation following the Kigali Amendment ratification; collaboration and sharing information with the industry associations and large spectrum of institutions; organizing regular meetings of the Steering Committee; finalization of activities under stage I of the PGEH; coordination of activities for submission and approval of the preparatory funding for the Kigali HFC implementation plan; public awareness activities including celebration of International Ozone Day; programme de pays and Article 7 data reporting; and active participation in regional network and Protocole de Montréal meetings. Of the 13 performance indicators selected for the phase, 12 were fully achieved and one was partially achieved.

Plan of action

15. During the upcoming phase, the NOU of Türkiye will focus on awareness-raising activities, combating illegal trade, regional cooperation and participation, and data collection and data, which were selected based on self-evaluation done by the NOU. New generation ozone- and climate-friendly alternatives to ODS and F-gases will be fully supported through training and acknowledgement meetings. Strengthened monitoring of ODS and HFC trade, especially through the use of innovative, IT-based and context-dependent approaches, is aimed at combating the illegal trade of ODS and HFCs. In addition, strengthened data collection and reporting of ODS and HFCs will be included. Improving communication and networking among stakeholders, as well as the awareness on the protection of the ozone layer will also be a focus of the upcoming phase. The NOU will work towards increased visibility at both the regional and international levels. The country has included 18 performance indicators for phase X, including two gender related indicators.

Annexe II

PROJET DE POINTS DE VUE EXPRIMÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF SUR LE RENOUVELLEMENT DES PROJETS DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS PRESENTES À LA 91^e RÉUNION

Arménie

1. Ayant examiné le rapport soumis avec la demande de financement du renouvellement du projet de renforcement des institutions pour l'Arménie (phase VIII), le Comité exécutif a noté avec satisfaction que le Gouvernement de l'Arménie avait soumis les données de son programme de pays au Secrétariat du Fonds et les données visées ç l'Article 7 au Secrétariat de l'Ozone, indiquant que le pays est conforme au Protocole de Montréal. Le Comité a constaté par ailleurs que le pays avait révisé les règlements sur les SAO et amélioré le contrôle des HCFC; finalisé les activités de la phase II du plan de gestion de l'élimination des HCFC et coordonné la préparation de la phase III; et renforcé la sensibilisation du public au Protocole de Montréal. Le Comité est donc convaincu qu'au cours des deux prochaines années, le Gouvernement de l'Arménie poursuivra l'exécution des activités permettant au pays de se conformer aux cibles du Protocole de Montréal.

Égypte

2. Ayant examiné le rapport soumis avec la demande de financement du renouvellement du projet de renforcement des institutions pour l'Égypte (phase XIV), le Comité exécutif a noté avec satisfaction que le Gouvernement de l'Égypte avait communiqué les données de 2020 et 2021 dans le cadre des rapports de mise en œuvre du programme de pays et des données visées à l'Article 7 au Secrétariat du Fonds et au Secrétariat de l'Ozone, respectivement, indiquant que le pays est en conformité avec le Protocole de Montréal. Le Comité a noté par ailleurs que le pays avait pris des mesures pour poursuivre l'élimination de la consommation de HCFC, en appliquant notamment le suivi strict du commerce des HCFC dans le cadre réglementaire des SAO et l'imposition de quotas, ainsi qu'en améliorant la base de données électronique. Une étroite coopération a été maintenue avec les autorités douanières, afin de renforcer l'efficacité des règlements sur les SAO et assurer l'application des politiques émises par le Comité national de l'ozone. Le Comité a constaté en outre que le projet des activités habilitantes pour l'élimination des HFC a été achevé et il espère que le Gouvernement de l'Égypte ratifiera bientôt l'Amendement de Kigali, en plus de poursuivre avec succès la mise en œuvre des activités d'élimination des HCFC.

Libye

3. Ayant examiné le rapport soumis avec la demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions pour la Lybie (phase VII), , le Comité exécutif a noté avec satisfaction que le Gouvernement de la Lybie avait communiqué les données du programme de pays pour 2020 et 2021 et les données visées à l'Article 7 au Secrétariat du Fonds et au Secrétariat de l'ozone, respectivement, indiquant que le pays est conforme au plan d'action d'atteindre de nouveau la conformité au Protocole de Montréal, comme le stipule la décision XXVII/11. e Comité a noté que le bureau national de l'ozone était pourvu adéquatement de personnel, malgré la situation de politique et de sécurité actuelle du pays, et que les quotas de consommation annuelle étaient établis et suivis régulièrement. Le Comité prend note des efforts du Gouvernement lybien de terminer la phase I du PGEH et les activités habilitantes aux fins de l'élimination des HFC. Le Comité espère donc que le Gouvernement de la Lybie poursuivra la mise en œuvre de la phase II du PGEH afin de maintenir la consommation dans les limites de contrôle établies dans l'Accord conclu avec le Comité exécutif et qu'il restera conforme au Protocole de Montréal et respectera ses engagements indiqués dans la décision XXVII/11.

Mexique

4. Ayant examiné le rapport soumis avec la demande de financement du renouvellement du projet de renforcement des institutions (RI) pour le Mexique (phase XVI), le Comité exécutif a noté avec satisfaction que le Gouvernement du Mexique avait communiqué les données du programme de pays au Secrétariat du Fonds et les données visées à l'Article 7 au Secrétariat de l'ozone, indiquant que le pays est conforme au Protocole de Montréal. Le Comité a constaté par ailleurs que, dans le cadre du projet RI, le pays a réussi à renforcer la capacité de son Bureau national d'ozone aux fins du contrôle des HCFC et de la préparation de l'application de l'Amendement de Kigali; pour être un membre actif du réseau régional de l'ozone pour l'Amérique latine; pour appuyer les pays de la région en diffusant ses réussites dans le cadre d'ateliers de formation et de visites techniques. Le Comité a pris note des efforts du Gouvernement du Mexique pour mettre en œuvre les phases I et II du PGEH et il espère donc que le pays soumettra les activités finales pour l'élimination totale des HCFC, tant dans le secteur de la consommation que dans celui de la production et qu'il lancera les activités d'élimination des HFC.

Türkiye

5. Ayant examiné le rapport soumis avec la demande de financement du renouvellement du projet de renforcement des institutions (RI) pour la Türkiye (phase X), le Comité exécutif a noté avec satisfaction que le Gouvernement de la Türkiye avait communiqué les données de 2020 et 2021 du rapport d'exécution du programme de pays au Secrétariat du Fonds et les données visées à l'Article 7 au Secrétariat de l'ozone, indiquant que le pays est conforme au Protocole de Montréal. Le Comité a constaté par ailleurs que le pays avait pris des mesures pour éliminer la consommation de HCFC, en imposant un suivi strict du commerce de HCFC dans le cadre réglementaire visant les SAO et l'octroi de quotas, et en renforçant la base de données électronique. Le Comité a noté avec satisfaction la ratification de l'Amendement de Kigali par la Türkiye le 10 novembre 2020 et il est donc convaincu que le Gouvernement de Türkiye lancera des activités d'élimination des HFC, notamment la soumission de la phase I du plan de mise en œuvre HFC Kigali, tout en poursuivant l'exécution des activités d'élimination des HCFC.



UNITED NATIONS
INDUSTRIAL DEVELOPMENT ORGANIZATION

UNIDO WORK PROGRAMME

Presented to the 91st Meeting of the Executive Committee of the Multilateral Fund

Introduction

The UNIDO Work Programme (WP) for the consideration of the 91st Meeting of the Executive Committee (ExCom) of the Multilateral Fund (MLF) has been prepared following the Government requests as well as based on ongoing and planned activities. The Work Programme will support the implementation of UNIDO's three year Rolling Business Plan 2022-2024.

The 91st UNIDO WP is addressing preparatory assistance, institutional strengthening requests and requests for verification reports.

Preparatory assistance is submitted for the 91st Executive Committee Meeting consideration for Mexico to enable the country to overview and update data necessary for the launch and implementation of HPMP Stage III.

UNIDO is submitting preparatory assistance for HFC phase-down plans for Bosnia and Herzegovina, the Congo, Cote d'Ivoire, Gabon, Guinea-Bissau, Morocco, Saint Lucia and United Republic of Tanzania (the) to assist the countries with the implementation of the next phases of the Kigali Amendment to the Montreal Protocol.

Institutional strengthening extension request is submitted based on the country request for Armenia, Egypt, Libya, Mexico and Türkiye.

The UNIDO Work Programme for the consideration of the 91st ExCom Meeting comprises the following sections:

- **Section 1:** Consolidated list of activities foreseen for the above requests by project types and country; and
- **Section 2:** Project concepts indicating details and funding requirements.

Funding is requested as follows:

- Preparatory assistance funding for HPMP Stage III for Mexico amounting to US\$ 96,300 (including US\$ 6,300 representing 7.0 % agency support costs);
- Preparatory assistance funding for HFC phase-down plans in Bosnia and Herzegovina, the Congo, Cote d'Ivoire¹, Gabon, Guinea-Bissau, Morocco, Saint Lucia and United Republic of Tanzania (the) amounting to US\$ 717,970 (including US\$ 46,970 representing 7.0% agency support costs);
- Institutional strengthening project amounting to US\$ 1,357,805 (including US\$ 88,828 representing 7.0 % agency support costs); and

¹ The Project Concepts for Cote d'Ivoire, Gabon, Guinea-Bissau, Saint Lucia and United Republic of Tanzania (the) are included in the Lead Agency (UNEP) Work Programme.

- Verification Report funding amounting to US\$ 98,100 (including US\$ 8,100 representing 9.0 % A.S.C.).

Total: US\$ 2,270,175 (including US\$ 150,198 agency support cost).

SECTION 1

Country	MLF HCFC Status	Type	Substance	Sector and Sub-Sector	Title of Project	Total amount USD	A.S.C.	Total (incl ASC) USD	A.S.C. %	P.D.	Remarks
Preparatory Assistance for HPMP											
Mexico	Non-LVC	PRP	HCFC	Overarching	Preparation of Stage III HPMP	90,000	6,300	96,300	7%	24	
SUBTOTAL						90,000	6,300	96,300			
Preparatory Assistance for HFC Phase-Down Plans											
Bosnia and Herzegovina	LVC	PRP	HFC	SEV	Preparation of HFC phase-down plan	130,000	9,100	139,100	7%	24	
Congo (the)	Non-LVC	PRP	HFC	SEV	Preparation of HFC phase-down plan	119,000	8,330	127,330	7%	24	In cooperation with UN Environment.
Cote d'Ivoire	Non-LVC	PRP	HFC	SEV	Preparation of HFC phase-down plan	57,000	3,990	60,990	7%	24	In cooperation with UN Environment. Project concept is in UN Environment Work Programme.
Gabon	Non-LVC	PRP	HFC	SEV	Preparation of HFC phase-down plan	57,000	3,990	60,990	7%	24	In cooperation with UN Environment. Project concept is in UN Environment Work Programme.
Guinea-Bissau	LVC	PRP	HFC	SEV	Preparation of HFC phase-down plan	39,000	2,730	41,730	7%	24	In cooperation with UN Environment. Project concept is in UN Environment Work Programme.
Morocco	Non-LVC	PRP	HFC	SEV	Preparation of HFC phase-down plan	190,000	13,300	203,300	7%	24	
Saint Lucia	LVC	PRP	HFC	SEV	Preparation of HFC phase-down plan	40,000	2,800	42,800	7%	24	In cooperation with UN Environment. Project concept is in UN Environment Work Programme.
United Republic of Tanzania (the)	Non-LVC	PRP	HFC	SEV	Preparation of HFC phase-down plan	39,000	2,730	41,730	7%	24	In cooperation with UN Environment. Project concept is in UN Environment Work Programme.

Country	MLF HCFC Status	Type	Substance	Sector and Sub-Sector	Title of Project	Total amount USD	A.S.C.	Total (incl ASC) USD	A.S.C. %	P.D.	Remarks
SUBTOTAL						671,000	46,970	717,970			
Institutional Strengthening											
Armenia	LVC	INS	All	SEV	Institutional strengthening	153,600	10,752	164,352	7%	24	
Egypt	LVC	INS	All	SEV	Institutional strengthening	292,253	20,458	312,711	7%	24	
Libya	Non-LVC	INS	All	SEV	Institutional strengthening	174,164	12,191	186,355	7%	24	
Mexico	Non-LVC	INS	All	SEV	Institutional strengthening	316,160	22,131	338,291	7%	24	
Türkiye	Non-LVC	INS	All	SEV	Institutional strengthening	332,800	23,296	356,096	7%	24	
SUBTOTAL						1,268,977	88,828	1,357,805			
Verification Reports											
Bolivia (Plurinational State of)	LVC	TAS	HCFC	SEV	Verification report	30,000	2,700	32,700	9%	24	
Ecuador	LVC	TAS	HCFC	SEV	Verification report	30,000	2,700	32,700	9%	24	
Guatemala	LVC	TAS	HCFC	SEV	Verification report	30,000	2,700	32,700	9%	24	
SUBTOTAL						90,000	8,100	98,100			
GRAND TOTAL						2,119,977	15,198	2,270,175			

SECTION 2

PROJECT CONCEPT – Mexico

Multilateral Fund FOR THE IMPLEMENTATION OF THE MONTREAL PROTOCOL HPMP PROJECT PREPARATION REQUEST FORM **HCFC phase-out management plan (Overarching strategy)**

Part I: Project Information

Project title:	MEXICO HPMP STAGE III PREPARATION	
Country:	MEXICO	
Lead implementing agency:	UNIDO	
Cooperating agency (1):	(select)	
Implementation period:	2023-2030	
Funding requested:		
Agency	Sector	Funding requested (US \$)*
UNIDO	Overarching	90,000

*Details should be consistent with information provided in the relevant sections below.

Part II: Prerequisites for submission

Item	Yes	No
1. Official endorsement letter from Government specifying roles of respective agencies (where more than one IA is involved)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. Written confirmation – balances from previous PRP funding approved for stage II HPMP had been returned / will be returned (decision 71/42(i))	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

A. Information required to support PRP funding (Overarching strategy)

1. Montreal Protocol compliance target to be met in <input type="checkbox"/> stage II / <input checked="" type="checkbox"/> stage III of the HPMP			
Phase-out commitment (%)	97.5%	Year of commitment	2030
<input checked="" type="checkbox"/> Servicing only		<input type="checkbox"/> Manufacturing only	<input type="checkbox"/> Servicing and manufacturing
2. Brief background on previous stage of the HPMP (i.e., when the HPMP was approved; a description of the progress in implementation of the previous stage of the HPMP to demonstrate that substantial progress had been made.)			
<p>HCFCs Phase-out Management Plan for Mexico was approved at the 64th Meeting of the Executive Committee held in Montreal. The Government of Mexico committed to reduce the consumption of HCFCs by 30% from the calculated baseline by the year 2018. The Government of Mexico established as its starting point for aggregate reduction in HCFC consumption the HCFC consumption of 1,214.8 ODP tonnes reported under Article 7 of the Montreal Protocol in 2008, when the first HCFC phase-out project was submitted by UNDP to the 59th meeting of the Executive Committee. The investment project submitted by UNDP, was for conversion from HCFC-141b and HCFC-22 in the manufacture of polyurethane rigid insulation foam for domestic refrigerators at MABE Mexico, at a total cost of US \$2,428,987, which targeted the reduction of 55.87 ODP tonnes (660 metric tonnes) of HCFCs deducted from the starting point. Furthermore, at the 63th ExCom UNIDO submitted an investment project, to phase-out of HCFC-22 and HCFC-141b in aerosol manufacturing at Silimex Company amounted US</p>			

\$520,000. The HCFC baseline for compliance was estimated at 1,148.5 ODP tonnes. The total amount of HCFCs phased during stage 1 of the HPMP is 606.9 ODP tons (including the 66.9 ODP tons associated with the two phase-out projects previously approved), equivalent to approximately 53 per cent of the HCFC baseline. The stage focused mainly in the foam sector (to eliminate the 141b), and some activities related to the aerosol and refrigeration sector. UNDP (US \$11,225,029) participated in the conversion of the foam sector as cooperating agency, and UNIDO (US \$3,891,279) acted as leader agency. The 72nd ExCom Meeting approved the stage II of the HPMP, (UNIDO, US \$ 7,772,590; UNEP, US \$ 80,000; Germany, US \$ 650,000; Spain, US \$ 2,196,991, and Italy, US \$ 458,191) to complete the conversion of the aerosol sector to ensure equivalent conditions for competing enterprises converted under stage I and stage II; reduce HCFC-141b imports to prevent emerging enterprises from starting its use; and provide more significant assistance to the refrigeration servicing sector, where easy access to inexpensive domestically produced HCFC-22 hinders the reduction of consumption of this substance. To ensure the sustainable and accelerated achievement of Montreal Protocol reduction targets, the stage II of the HPMP targeted 50 per cent reduction of baseline consumption by 2020 as the first step, and a total of 67.5 per cent reduction of the baseline by the year 2022 as the second step. To achieve these reductions, the stage II phased out the remaining HCFC-141b consumption in all eligible and in some non-eligible enterprises by 2022. The funds of the stage II ensured assistance to reduce 105.06 ODP tons of HCFC-22 used in aerosol manufacturing and in the refrigeration servicing sector. It was planned that upon completion of stage II, HCFC consumption will be mainly in the refrigeration servicing sector, and sectors not reached during the previous stages. All funds were approved in principle by the MLF and ExCom to assist Mexico in complying with the 2020 control measures for HCFCs under the Montreal Protocol comprising of annual/biennial HCFC consumption and phase-out targets as: reducing HCFC consumption by 45 per cent of its baseline by 2020, and 68 per cent of its baseline by 2022. The progress achieved with the HPMP Stage II implementation has been described in progress report submitted to the 90th ExCom Meeting. The accelerated phase-out was achieved by the conversion of non-eligible enterprises (110.00 ODP tons of HCFC-141b by 2020 and an additional 145.26 ODP tons of HCFC-141b). One of the main achievements of the HPMP Stage II in Mexico was the review of the whole legislative system for imports, implementing the RRR, and improving the certification scheme by up-grading the secondary legislation for training and certification for service technicians. Mexico has an appropriate licensing system for HCFCs and an annual national quota system in place and improvement in the customs (SISSAO) is under process for introducing better identification for each importer. Customs training component of the HPMP at the previous stage was implemented with United Nations Environment Programme (UNEP). The training programme provided the customs and enforcement officers of Mexico. The endorsement from the Government requesting UNIDO as lead agency to prepare HPMP stage III has been received. The remaining eligible consumption of HCFCs of 262.5 ODP according to document ExCom 90/32, Annex I.

3. Current progress in implementation of previous stage of the HPMP

Activity	Description	Implementing agency
Manufacturing-Foam PU	Project completion in the polyurethane (PU) foam, domestic refrigeration, commercial refrigeration, extruded polystyrene (XPS) foam. UNDP in the process to return the remaining funds	UNDP
Others, specify. Aerosols	Eight aerosol/solvent manufacturing enterprises included in stage II completed their conversion to HCFC-free technologies by 2018, collectively phasing out 384.28 mt of HCFC-22 and 383.96 mt of HCFC-141b. One enterprise consumed 2 mt of the HFC-365mfc/HFC-227ea blend for a specific automotive application.	UNIDO
Manufacturing-REF	The enterprises not eligible for funding due to foreign	UNIDO

	ownership reported consuming 272.10 ODP tonnes of HCFC-141b and HCFC-22. This consumption has been now phased out, except for 4.52 ODP tonnes of HCFC-141b used in 2021 by one enterprise	
Refrigeration servicing sector	Technician training programme collaboration agreements with four academic institutions managing 18 training centres across the country. A total of 934 technicians received training on the best practices in refrigeration; and additional 400 technicians will be trained through the training centres under the current tranche. A manual on good practices in the use of alternatives to HCFCs was developed and is currently being evaluated and updated by training centres for subsequent distribution (2,000 copies);	UNIDO
Refrigeration servicing sector	Phase-out of HCFC-22 and HCFC-141b in flushing and RAC servicing: 160 tool kits including flushing equipment for use with alternative substances were procured	UNIDO
Refrigeration servicing sector	Assistance for the introduction of alternatives to hydrocarbon (HC) the activity planning to procure 20 R-290-based split AC systems to be used as trial units was redesigned in 2020. Accordingly, a labour competence standard to certify technicians in the safe use of HC has been developed along with related training material, and a demonstration unit employing HC and carbon dioxide (CO ₂).	Other (Bilateral) GERMANY
Refrigeration servicing sector	Strengthening of the refrigerant recovery, recycling and reclamation (RRR) network: two RRR centres received additional laboratory equipment to improve the monitoring of regenerated gas, as well as introductory training. The RRR centres are currently operating, they will be able to test regenerated refrigerant against Air-conditioning, Heating, and Refrigeration Institute (AHRI) standard 700;	UNIDO
Refrigeration servicing sector	Monitoring of HCFC production: HCFC production monitoring reports for the years 2016 to 2021 were prepared.	UNIDO
Legal/regulatory framework	The Government of Mexico has continued to apply the HCFC licensing and quota system, adjusting it to better control the imports of HCFCs, both pure and contained in blends. A digital platform is currently being developed to further improve the SISSAO (monitoring system of ozone-depleting substances (ODS)). The Government also promulgated the ban on imports of HCFC-141b from 1 January 2022, developed a labour competence standard to certify technicians in the use of flammable refrigerants, and in July 2018 published the update to energy-efficiency standard.	UNIDO
Others, specify.	Customs activities tools and supplies for identifying ODS were distributed to nine customs laboratories. Equipment distributed: Cylinders for sampling,	UNEP

	needle valves, brass adapters, bronze binders, taper plugs, vacuum pumps, manifolds, wrenches, safety glasses, and gloves.			
4. Overview of current HCFC consumption in metric tonnes by substance (last three years)				
Substance	Sector	2019	2020	2021
HCFC-22	Manufacturing-REF	3044.49	2214.06	2283.05
HCFC-123	Manufacturing-REF	40.00	0.00	14.20
HCFC-124	RAC servicing	0.00	0.00	0.00
HCFC-141b	Manufacturing-Foam PU	535.89	316.10	41.05
HCFC-142b	Manufacturing-Foam XPS	112.82	0.00	0.00
5. Based on the consumption data given above, please provide a description of the sector/sub-sector that use HCFCs in the country, including a short analysis and explanation of the consumption trends (i.e., increasing or decreasing)				
<p>The Government of Mexico reported under the country programme (CP) implementation report a consumption of 130.34 ODP tonnes of HCFC in 2021, which is 89 per cent below the HCFC baseline for compliance. The reduction in the consumption of HCFCs in Mexico in recent years has been mainly due to the completion of projects in the polyurethane (PU) foam, domestic refrigeration, commercial refrigeration, extruded polystyrene (XPS) foam, and the aerosol/solvent sectors, as well as the introduction of affordable new technologies in the refrigeration and air-conditioning (RAC) sector. After a sharp decrease in 2020 triggered by COVID-19, HCFC consumption in the local industry and international trade increased again in 2021 but remained within the overall decreasing trend. The Government continues to implement a comprehensive licensing and quota system for HCFC imports and exports to ensure compliance with the Montreal Protocol and the Agreement with the Executive Committee. Mexico has eliminated all consumption of HCFC 141b in 2020.</p>				
6. Description of information that needs to be gathered and updated. Explain why this has not been undertaken during preparation for the previous stage of the HPMP.				
Information needed	Description	Agency		
Updated data on HCFC consumption in manufacturing/servicing sector	Review available data and undertake a comprehensive survey for the servicing refrigeration sector to collect updated HCFC consumption data, non-eligible consumption information, details on where the alternative has been introduced, and where the refrigerant is used as well as the type of equipment all over the country. It is a dynamic sector and is located along the country. The information collected during HPMP-II has to be analysed, in order to identify all refrigerant's users. The assessment of air conditioning sector is also considered. The consumption/importance of this sector is yearly increasing. Data collection and evaluation of relevant information on servicing sector is essential to understand and plan the actions of the servicing tail.	UNIDO		
Analysis of the types of equipment using HCFCs	Review available data and collect additional equipment data through questionnaires, interviews, and cross cut with customs, and	UNIDO		

	importers in line with the identification of large HCFC users. It will create the pillars for an integrated control system at the national level.	
Updated sectoral consumption information	New information is required on imports of AC, and on the HCFC used in large cold rooms, in several sectors, mainly related to the food industry. Most of the servicing is provided to AC and cold chain sector. Special focus should be put on MAC, considering the large automotive industry in the country. Data collection and analysis will be carried out about remaining use of HCFC and the relation with alternatives.	UNIDO
Others, specify.	Following the ExCom Decisions and UNIDO Policy, gender equality and women empowerment – baseline assessment is being conducted, including initial gender analysis for selected sectors, capacity building for NOU and a monitoring plan. Information is being gathered to build an initial diagnosis of Gender Mainstreaming in RAC sector, considering information available in MLF projects and others, such as: a) Number of students (women and men) that studied R&AC and related fields. b) Number of technicians (women and men) trained in good refrigeration practices. c) Identification of barriers. Policies, education and sociological for the inclusion of women in RAC sector.	UNIDO
Others, specify.	Collect additional data as needed to determine didactic, technical and technological needs for customs training and awareness raising, supporting the imports control of HCFC.	UNIDO

7. Activities to be undertaken for project preparation and funding

Activity	Indicative funding (US \$)	Agency
Survey to update consumption by sub-sectors all over the country, mainly in refrigeration and air condition sector	35,000	UNIDO
Consultation meetings on Stage 3 preparation.	10,000	UNIDO
Draft the customs capacity building and awareness raising components, including Gender equality and women empowerment	20,000	UNIDO
Draft the project document, and the HPMP strategy together with the Mexican State and Federal authorities including Gender equality and	25,000	UNIDO

women empowerment	
TOTAL	90,000
<p>8. How will activities related to implementation of the Kigali Amendment to phase down HFCs be considered during project preparation for stage II of the HPMP?</p> <p>Consultant(s) to conduct surveys, interviews, consultations and workshops with key stakeholders including importers, wholesalers, service workshops, end-users, technology providers, gender baseline</p>	
<p>The overarching strategy will focus on the HCFC phase out while promoting ozone-friendly, climate-friendly and energy-efficient technologies to the extent that this is possible, supporting the activities developed under HPMP-III and finalizing the efforts to HCFCs complete phase-out by 2030. The strategy will also raise awareness of stakeholders on the Kigali Amendment and its future obligations, focusing in avoiding the increase of HFC use as HCFC's alternative. Special consideration will be done to the MAC sector where the HFC is used as alternative. Mexico is preparing in parallel a KIP programme, coordination between the two programmes will be carried out in continuous basis, as UNIDO is involved in the both programmes. The policy and different measures will be taken into consideration HFC conditions and possible awareness-actions in customs and governmental authorities. In this regard, the SEMARNAT is focusing the activities in line with the climate change activities, at the same Secretary and as well coordinating with Energy Secretary, in terms standards and regulation in energy efficiency in the RAC sector among others.</p>	
<p>9. How will the Multilateral Fund gender policy be considered during project preparation?</p> <p>Text to be adjusted accordingly</p> <p>Due consideration will be given to the gender policy of the Multilateral Fund and UNIDO policy during project preparation; the gender baseline assessment will be conducted in line with best practices, using tools such as the gender mainstreaming checklist for projects (Annex I). The budget of each component of HPMP Stage III to be prepared will take into account allocations for the proposed gender activities (e.g., providing equal participation for both women and men in project activities and providing conditions that increase access to capacity building activities for female technicians). In this regard, guidelines on gender mainstreaming from the MLF, UNIDO and State and Federal authorities will be considered during the project preparation and implementation. Particularly during the project preparation, the following gender mainstreaming list will be considered:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Identify and address the different needs of women and men in RAC sector. • Integrate gender into project components (objective, outcomes, outputs) and reflect this in the log frame • Develop gender specific targets and/or sex disaggregated indicators that measure performance and impact • Identify and consult with women's groups associations or stakeholders concerned with gender issues • Allocate financial resources for activities that promote gender equality and the empowerment of women • Identify any gender related risks or adverse impacts and provide measures to avoid or minimize them <p>Gender indicators for the project implementation of HPMP III will be evaluated and proposed during project preparation based on documents and experiences reported in the MLF and in the following:</p> <ul style="list-style-type: none"> • UNIDO (2015), Guide on gender mainstreaming – Montreal Protocol projects” https://www.unido.org/sites/default/files/2015-02/Gender_Guide_MP_0.pdf • UNIDO, “UNIDO Gender mainstreaming tools – Gender analysis for project design” https://www.thegef.org/sites/default/files/documents/UNIDO_Gender_Mainstreaming_Analysis_Tool.pdf 	

- UNIDO (2019), Gender Analysis Report - Improvement of the Environmental Performance of the Foam Sector: Phase out and Management of Hexabromocyclododecane (HBCD) in China.
- UNIDO (2016), “*Proyecto Eficiencia energética industrial en Colombia Transversalización del enfoque género*” (Report from the Industrial Energy Efficiency Project in Colombia – Gender mainstreaming)
- At a number of UNIDO project being implemented by UNIDO in several industrial sectors all over the world

Annex I²

GENDER MAINSTREAMING CHECKLIST FOR PROJECTS

Project component	Question	Answer		
		Yes	No	Partially
Project preparation	Does the project concept include consideration of (a) the different situations of women and men, and (b) the impacts the project will have on these different societal groups?			X
	Does the project explicitly address one or more of the identified gender issues/ gender-differentiated project impacts? Please describe how, and if not provide an explanation. A gender baseline shall be conducted to identify and address gender issues	X		
Data and statistics	Where applicable, does the project require the collection of sex-disaggregated data and qualitative information to analyze and track gender issues?	X		
Results framework	Are outcomes, outputs and activities designed to meet the different needs and priorities of women and men?			X
	Does the results framework include gender responsive indicators, targets and baseline data to monitor gender equality results?	X(1)		
Budget	Has the budget taken into account allocations for the proposed gender activities (e.g., capacity building activities for female technicians)?	X		
Stakeholders and participation	Are women/gender-focused Ministries, groups, associations or gender units in partner organizations consulted/included in the project?	X(2)		
	Does the project ensure that both women and men can provide inputs, access and participate in project activities (e.g., through outreach / invitations of female technicians to participate in capacity building activities)?	X		
Gender capacities	Has a gender expert been recruited or does the project staff have gender knowledge and have gender related tasks incorporated in their job descriptions?			X(3)

² UNEP/OzL.Pro/ExCom/84/73.

Project component	Question	Answer		
		Yes	No	Partially
	Will project staff and stakeholders be sensitized to gender (e.g., through completion of UN Women online training courses)?	X		
Implementation arrangement	Is there gender-balanced recruitment of project personnel and gender balanced representation in project boards and steering committees?	X		
Monitoring and evaluation	Does the monitoring and evaluation of the project require specific reporting on gender issues and progress made to address these (quantitatively and qualitatively)?			X

Comments

- 1) Does the results framework include gender responsive indicators, targets and baseline data to monitor gender equality results? This dimension will be included in the gender analysis
- 2) Are women/gender-focused Ministries, groups, associations or gender units in partner organizations consulted/included in the project? Will be approached during the PR
- 3) Has a gender expert been recruited or does the project staff have gender knowledge and have gender related tasks incorporated in their job descriptions? Will be part of the analysis

PROJECT CONCEPT – Bosnia and Herzegovina

**MULTILATERAL FUND FOR THE
IMPLEMENTATION OF THE MONTREAL PROTOCOL
KIGALI-HFC IMPLEMENTATION PLAN (KIP)
Kigali HFC Phase Down plan (Overarching strategy)**

Part I: Project information

Project title:	Kigali HFC phase-down plan preparation	
Country:	Bosnia and Herzegovina	
Lead implementing agency:	UNIDO	
Implementation period for stage I of the KIP:	2024-2029	
Duration of PRP implementation (i.e., time (in months) from the approval of PRP to submission of the KIP (please specify): 24 months		
Funding requested:		
Agency	Sector	Funding requested (US \$)*
UNIDO	Overarching	130,000

*Details should be consistent with information provided in the relevant sections below.

Part II: Prerequisites for submission

Item	Yes	No
Official endorsement letter from Government, indicating the specifying roles of respective agencies (where more than one IA is involved)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

A. Information required for PRP funding request for the overarching strategy of the KIP

1. Montreal Protocol compliance target to be met in <input type="checkbox"/> stage I of the KIP			
Phase-out commitment (%)	Freeze 10% reduction	Year of commitment	2024 2029
<input checked="" type="checkbox"/> Servicing only		<input type="checkbox"/> Manufacturing only	<input type="checkbox"/> Servicing and manufacturing
2. Brief background/description/information on approved relevant projects and multi-year agreements as follows:			
<ul style="list-style-type: none"> The current progress in implementation of any funded HFC-related project (enabling activities or stand-alone HFC investment projects) The current progress in ongoing HCFC phase-out management plan (HPMPs) Consideration of integrating HFC phase-down activities with HPMP activities taking into account previously approved HFC-related projects, if this information is available. 			
<p>Funding was approved for Bosnia and Herzegovina for Enabling Activities for HFC phase-down towards the early ratification of the Kigali Amendment (KA) at the 80th Meeting of the Executive Committee of the Multilateral Fund for the Implementation of the Montreal Protocol.</p> <p>The main objective of the Enabling Activities project was to prepare Bosnia and Herzegovina for the ratification and early implementation of the Kigali Amendment to the Montreal Protocol, by means of the following lines of action: (I) Support for the early ratification of the Kigali Amendment, (II) Support to the institutional arrangements, (III) Review of the licensing systems, (IV) Review of the data reporting systems, and (V) Preparation for revision of national strategies.</p> <p>Following the approval of the project, trainings were held under for relevant stakeholders, including</p>			

environmental authorities, energy efficiency, standards institutions, RAC sector, customs officers, which were crucial for ensuring a wider understanding of the Kigali amendment ratification and implementation process. This process of consultations enabled the National Ozone Unit of Bosnia and Herzegovina to obtain support from all relevant institutions, following which the RAC sector and Council of Ministers adopted the proposal for ratification of the Kigali amendment. The Government of Bosnia and Herzegovina successfully ratified the Kigali Amendment on 26 May 2021. All enabling project activities were completed and the final report shall be submitted by 31 December 2022.

The HCFC Phase-out Management Plan (HPMP) Stage I for Bosnia and Herzegovina was approved at the 66th Meeting of the Executive Committee and later revised at the 72nd meeting to meet the 35 per cent reduction from the baseline by 2020. The HPMP Stage II for Bosnia and Herzegovina was approved at the 87th Meeting of the Executive Committee.

3. Overview of current HFC consumption in metric tonnes by substance (last three years)

Substance/blend	Sector	2019	2020	2021
HFC-32	RAC servicing			22.51
HFC-134a	RAC servicing			41.88
HFC-152a	Foam			27.44
R-404A (HFC-125=44%, HFC-134a=4%, HFC-143a=52%)	RAC servicing			113.36
R-407C (HFC-32=23%, HFC-125=25%, HFC-134a=52%)	RAC servicing			14.83
R-410A (HFC-32=50%, HFC-125=50%)	RAC servicing			23.85

4. Based on the consumption data given above, please provide a description of the sector/sub-sector that use HFCs in the country, including a short analysis and explanation of the consumption trends (i.e., increasing or decreasing)

Bosnia and Herzegovina primarily uses HFCs and their blends in two sectors: servicing sector for air-conditioning and refrigeration and foam manufacturing. As indicated in the latest consumption data from 2021, the highest demand is R404A.

5. Description of information that needs to be gathered during project preparation. Explain how this data will be gathered

Information needed	Description	Agency
HFC sectoral consumption information	Data collection to update the HFC figures for the years 2020, 2021 and 2022 and disaggregate the consumption by sectors and categories	UNIDO
Analysis of the types of equipment using HFCs	Analysis of types of equipment using HFCs, to determine cost-effective options for reducing emissions of HFCs, i.e. reducing leaks; responsible handling practices; replacement with a substance with little or no global warming potential.	UNIDO

6. Activities to be undertaken for project preparation and funding (decision 87/xx(b))

Activity	Indicative funding (US \$)	Agency
Data collection on HFC consumption by	US \$40,000	UNIDO

<p>sector and category for the years 2020,2021 and 2022. Analysis of HFC markets and low-GWP alternatives in the country: HCFC phase-out impact; technology evolution; costs and availability; regulation and standards; and estimation of potential market penetration of low-GWP technologies. The surveys to be conducted will also identify relevant enterprises and HFC based equipment in the country.</p>		
<p>Review of policies and regulatory frameworks in place to ensure compliance with the required legislation and administrative systems for the control of HFCs under the Kigali Amendment, in consultation with key stakeholders.</p>	<p>US \$15,000</p>	<p>UNIDO</p>
<p>Assessment of capacity building required for enforcement and compliance with the Kigali Amendment: (I) analysis of required capacity building for customs; (II) assessment of national training and certification programme and necessary revisions to include best practices on the use of HFC alternatives; (III) evaluation of the reclamation and destruction capacity in the country. Data will be collected on the number of customs officers to be trained and the type of equipment to understand the training required for HFC controls, additional capacity building options and tools to comply with the new obligations under the Kigali amendment.</p>	<p>US \$25,000</p>	<p>UNIDO</p>
<p>Development of HFC phase-down strategy: Technical and legal experts to prepare all documents, consult key stakeholders and develop detailed strategy. Integration and harmonization of the reports and studies previously developed with respect to HFC consumption, BAT technologies, licensing systems, HFC based equipment, and energy efficiency. Identification of feasible measures to reach Kigali Amendment scenarios in the long, medium, and large term and its associated costs.</p>	<p>US \$35,000</p>	<p>UNIDO</p>
<p>Development of a communication plan for the HFC phase-down strategy: Preparation of a comprehensive</p>	<p>US \$15,000</p>	<p>UNIDO</p>

communication and outreach plan in consultation with key stakeholders.		
TOTAL	US\$ 130,000	
7. How will activities related to preparing the KIP be linked to the current stages of the HPMP being implemented in the country? (OPTIONAL)		
Synergies from ongoing and future HPMP activities will be assessed in an integrated manner and incorporated into the HFC phase-down plan development. Furthermore, lessons learned from HPMP implementation will be taken into considered to the extent possible.		

PROJECT CONCEPT – Congo

MULTILATERAL FUND FOR THE IMPLEMENTATION OF THE MONTREAL PROTOCOL KIGALI-HFC IMPLEMENTATION PLAN (KIP) **Kigali HFC Phase Down plan (Overarching strategy)**

Part I: Project information

Project title:	HFC Phase-Down Management Plan Preparation	
Country:	The Congo	
Lead implementing agency:	UNIDO	
Cooperating agency (1):	UNEP	Click or tap here to enter text.
Implementation period for stage I of the KIP:	December 2023 to December 2030	
January 2023 to June 2024 (i.e., time (in months) from the approval of PRP to submission of the KIP (please specify):		
Funding requested:		
Agency	Sector	Funding requested (US \$)*
UNIDO	Overarching	119,000
UNEP	Overarching	51,000

*Details should be consistent with information provided in the relevant sections below.

Part II: Prerequisites for submission

Item	Yes	No
Official endorsement letter from Government, indicating the specifying roles of respective agencies (where more than one IA is involved)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

A. Information required for PRP funding request for the overarching strategy of the KIP

1. Montreal Protocol compliance target to be met in <input checked="" type="checkbox"/> stage I of the KIP			
Phase-out commitment (%)	10%	Year of commitment	2029
X Servicing only		<input type="checkbox"/> Manufacturing only	<input type="checkbox"/> Servicing and manufacturing
2. Brief background/description/information on approved relevant projects and multi-year agreements as follows:			
<ul style="list-style-type: none"> The current progress in implementation of any funded HFC-related project (enabling activities or stand-alone HFC investment projects) The current progress in ongoing HCFC phase-out management plan (HPMPs) Consideration of integrating HFC phase-down activities with HPMP activities taking into account previously approved HFC-related projects, if this information is available. 			
<p>Enabling Activities for the HFC phase-down project for Congo was approved at the 80th meeting of the Executive Committee of the Multilateral Fund in November 2017, with total funding of US\$ 150,000 (excluding PSC). The project aimed at supporting the Government's efforts for early ratification of the Kigali Amendment to facilitate its implementation. To achieve these goals, the NOU focused on stakeholders' consultation and documents preparation for ratification, changes needed in institutional arrangements, licensing system and data reporting to include HFCs, and data collection on HFC uses and trends including the survey of the RAC servicing sector to prepare for national strategies for HFC phase-down. As a first phase of project implementation, the Government of Congo focused on ratification of the Kigali Amendment, which was completed and approved by the Parliament in February 2020. Through implementation of Enabling activities project in Congo, the country was able to achieve the following</p>			

results: A) Approve the Kigali Amendment to the Montreal Protocol by the Parliament and promulgation into law by a presidential decree on Feb 11, 2020. The ratification document has been deposited by the Ministry of Foreign Affairs of Congo at its UN representative in January 2021; B) Identify gaps in regulation and enforcement that need attention both for the implementation of the HCFC phase-out and the preparation of HFC phase-down; C) Identify gaps in the verification and reporting mechanism and the need of communication among the stakeholders involved in overseeing the system for controlled substances; D) Propose a national extension of the HS code for both HCFCs and HFCs since Congo is still using the 2012 HS code which does not allow for the identification of individual HCFCs; E) Complete a desk research and field survey of RAC servicing sector, the survey of imports of equipment and refrigerants and project the trends; F) Identify and define training needs for RAC technicians, with particular focus on the informal sector; G) Raise public awareness through the production of public information banners and brochures. The project was successfully implemented, and all activities completed by May 2021. The Secretariat of the United Nations has approved the ratified Kigali Amendment on June 16, 2022. UNIDO is the cooperating agency in HPMP stage I for The Congo. During the implementation of the project, UNIDO provided training tools and equipment to selected vocational schools.

3. Overview of current HFC consumption in metric tonnes by substance (last three years)

Substance/blend	Sector	2019	2020	2021
HFC-134a	RAC servicing	104.12	107.0	109.1
R-410A	RAC servicing	37.54	42.7	54.8
R-407C	RAC servicing	3.16	4.08	5.43
R-404A	RAC servicing	10.51	11.3	12.98
HC-600a	RAC servicing	3.16	3.8	4.05
HC-290	RAC servicing	0.27	0.35	0.56
R-717	RAC servicing	10.96	11.3	11.75

HFCs are not yet controlled in Congo which did not report neither Article 7 nor CP consumption data for 2019 to 2021. Consumption amounts shown in the table above for 2019 were derived from a survey performed as part of the Enabling Activities. Consumption for 2020 and 2021 are estimates by the NOU. This funding request includes a request for a detailed survey.

4. Based on the consumption data given above, please provide a description of the sector/sub-sector that use HFCs in the country, including a short analysis and explanation of the consumption trends (i.e., increasing or decreasing)

The consumption of HFCs in Congo is in all sectors: residential and commercial AC; domestic, commercial & industrial refrigeration; and MAC. The survey on refrigerants used that was carried out in conjunction with the Kigali Enabling Activities shows that HFC-134a constitutes more than half of consumption due to the usage of this refrigerant across several sectors. There is an increase in consumption of HFC blends, including R-410A and R-404A. The introduction of HC-290 AC units was supported by a programme in stage I of the HPMP. The consumption of HC-290 refrigerant in residential AC is small but increasing, similarly the consumption of HC-600a in domestic refrigeration. The figures also shows a notable amount of R-717 consumption (around 6.5% of the total in 2019) used in refrigeration applications.

5. Description of information that needs to be gathered during project preparation. Explain how this data will be gathered

Information needed	Description	Agency
HFC sectoral consumption information	A national consultant will review available data and collect additional sector-specific data per refrigerant for the years 2020-2022 in order to build a baseline for HFC reductions through questionnaires and interviews. The survey conducted for the enabling activities only covered data until 2019. The new survey will	UNIDO

	provide more granular data covering more regions.	
Others, specify. Number of technical institutes and curricula offered	The EA identified two training centres run by the Ministry of Technical and Professional Education. An update of other institutes and the curricula offered is needed to present a cohesive approach to training on the additional sub-sectors that were not covered by the HPMP through the creation of centres of excellence.	UNEP
6. Activities to be undertaken for project preparation and funding (decision 87/xx(b))		
Activity	Indicative funding (US \$)	Agency
1- Groundwork: national consultants will review documents and existing regulations on control mechanisms for ODS, HFCs, and other ODS alternatives and the procedure for collecting data on consumption. - Prepare questionnaires for stakeholder interviews and conduct interviews with relevant stakeholders (including government, private sector, civil society organizations, vocational centers, academic communities) to update information on ODS and HFC control measures - The NOU will conduct consultations with national stakeholders on the integration of national regulations and procedures for KIP implementation and consolidation of technical capacities in the institutions involved in HFC control	USD 15,000 Number of meetings: 6 Number of experts or consultants: 3	UNIDO
2- Assessment of programmes in support of capacity building activities in the RAC sector: including: - Review and assessment of tools and equipment needed to support training and other capacity building activities, - Assessment of needs for the establishment of centers of excellence to handle recovery and recycling activities, training, promotion of good practices, and sharing of knowledge.- Assessment of	USD 20,000 Number of meetings: 6 Number of experts or consultants: 3	UNIDO

public procurement policies and the potential impact of incentives and taxes for end user and demonstration projects.----- Evaluation of mechanisms for equipment labeling, equipment inventories / logbooks, potential of not-in-kind alternatives etc.		
3- Review of capacity building activities related to training and certification, including: - review of training curricula of vocational schools, university, and online training - review of country readiness to implement a certification of technicians and possible stakeholders to involve- Review of training material and needs for service technicians- Review of training material and needs for customs officers	USD 30,000 Number of meetings:2 Number of experts or consultants: 1	UNEP
4- Strengthening the local RAC associations: Evaluation of the local association landscape and their needs	USD 11,000 Number of meetings 2 Number of experts or consultants 2	UNEP
5- Assessment of gender mainstreaming activities for the KIP capacity building programmes	USD 10,000 Number of meetings 2 Number of experts or consultants 1	UNEP
6- Conducting studies, stakeholders' workshops and assessment related to energy efficiency in all sectors, including a) upgrades for mandatory and voluntary standards; b) A labelling system for appliances; c) Good practices in operation, maintenance and installation of RAC systems; d) Tools needed for developing detailed studies for RAC equipment characterization and project portfolio evaluation for energy efficiency upgrades.	USD 15,000 Number of meetings: 2 Number of experts or consultants: 2	UNIDO
7- Consultation and communication plan and outreach plan in consultation	USD 15,000 Number of workshops: 2 Number of experts or consultants: 2	UNIDO

with key stakeholders including RAC associations, and government institutions on the strategy initiatives and the needs of the different stakeholders		
8- HFC phase-down strategy development: detailed strategy for the phase-down of HFCs in association with UNIDO/UNEP and the team of experts.	USD 35,000 Number of experts or consultants: 3	UNIDO
9- Validation: Consultations, review and validation of the prepared strategy	USD 19,000 Number of workshops 2 Number of experts or consultants 2	UNIDO
TOTAL	USD 170,000	
7. How will activities related to preparing the KIP be linked to the current stages of the HPMP being implemented in the country? (OPTIONAL)		
Synergies from ongoing and future HPMP activities will be assessed and integrated into the HFC phase-down management plan development to the extent possible.		

PROJECT CONCEPT – Morocco

**MULTILATERAL FUND FOR THE
IMPLEMENTATION OF THE MONTREAL PROTOCOL
KIGALI-HFC IMPLEMENTATION PLAN (KIP)
HFC Phase-down Management plan (OVERARCHING)**

Part I: Project information

Project title:	HFC Phase-Down Management Plan Preparation	
Country:	Morocco	
Lead implementing agency:	UNIDO	
Implementation period for stage I of the KIP:	2025 to 2029	
Duration of PRP implementation (i.e., time (in months) from the approval of PRP to submission of the KIP (please specify): 24 months		
Funding requested:		
Agency	Sector	Funding requested (US \$)*
UNIDO	Overarching	190,000

*Details should be consistent with information provided in the relevant sections below.

Part II: Prerequisites for submission

Item	Yes	No
Official endorsement letter from Government, indicating the specifying roles of respective agencies (where more than one IA is involved)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

A. Information required for PRP funding request for the overarching strategy of the KIP

1. Montreal Protocol compliance target to be met in <input checked="" type="checkbox"/> stage I of the KIP			
Phase-out commitment (%)	10	Year of commitment	2029
<input type="checkbox"/> Servicing only		<input type="checkbox"/> Manufacturing only	<input checked="" type="checkbox"/> Servicing and manufacturing
2. Brief background/description/information on approved relevant projects and multi-year agreements as follows:			
<ul style="list-style-type: none"> The current progress in implementation of any funded HFC-related project (enabling activities or stand-alone HFC investment projects) The current progress in ongoing HCFC phase-out management plan (HPMPs) Consideration of integrating HFC phase-down activities with HPMP activities taking into account previously approved HFC-related projects, if this information is available. 			
ENABLING ACTIVITIES RELATED TO THE KIGALI AMENDMENT			
The progress on this project can be summarized as follows:			
- Regular support to the NOU to accomplish the ratification process. Result: KA ratified on 22nd April, 2022.			
- Update of tariff codes for identification of HFCs imported in Morocco. Objective: establishment of new and specific tariff codes for HFCs, for an effective control of the imports of these substances in Morocco. Result: new tariff codes for HFCs in place since January 2022.			
- Review of the licensing system. Objective: monitoring and controlling HFCs' imports and exports in Morocco. Result: the regulation for controlling and managing through quota the amount of HFCs imported in the country will be approved by the Moroccan government before the end of 2022.			
- Report on institutional, legal and policy framework for the implementation of the KA in Morocco. Objective: to identify the necessary institutional, legal and policy framework, as well as codes			

and standards for the correct implementation of the KA in Morocco. Result: report published in December 2021.

- Report on current consumption of HFCs in Morocco. Objective: quantify the annual consumption and identify market trends regarding the import of HFCs and alternatives. Result: report published in April 2022.

- Report on the RAC servicing sector. Objective: identify the current capacities and needs of this sector for a correct management, handling and replacement of HFC-based RAC technologies by alternatives that can be flammable and toxic, like zero and very low-GWP natural refrigerants. Result: report to be published before the end of 2022.

- A workshop to be organized before the end of 2022 to present the results of the three reports produced under this project.

HCFC PHASE-OUT MANAGEMENT PLAN

Stage I of HPMP has been duly completed, including:

- Establishment of the quota system.
- Ban of import of pure HCFC-141b.
- Establishment of an import licensing system (an electronic licensing system has been put in place).
- Conversion project for the eliminate the use of HCFC-141b as blowing agent at MANAR company.
- Conversion at ONCF to eliminate the use of HCFC-141b as solvent.
- Training of customs officers.
- Training of technicians of the refrigeration and air conditioning (RAC) servicing sector.
- Awareness raising actions.

Stage II is currently ongoing and, so far, the activities have been mainly focused on the development of a certification system for the RAC servicing sector:

- A workshop has been conducted with several stakeholders,
- A working group has been established for the development and monitoring of all the related components and,
- RAC experts have been recruited to elaborate the code of good practices which will be the basis for training and evaluation.

Until 2024, other Stage II activities will focus, among others, on:

- The provision of RAC tools and equipment for training and certification.
- The conduction of training and certification of RAC technicians.
- The establishment of a recovery, recycling and reclaiming (RRR) system.
- Awareness raising.

Where feasible, synergies with the ongoing and future HPMP activities will be seized when designing the HFC phase-down management plan; particularly, for the strategies related to the RAC servicing sector and the management of ODSs and their alternatives.

3. Overview of current HFC consumption in metric tonnes by substance

Substance/blend	Sector	2017	2018	2019
HFCs+PFCs	All sectors	782,43	1,077.85	1,237.77

4. Based on the consumption data given above, please provide a description of the sector/sub-sector that use HFCs in the country, including a short analysis and explanation of the consumption trends (i.e., increasing or decreasing)

The report elaborated under the EA project on the consumption of HFCs in Morocco has been focused on the period 2013 to 2019, and has been elaborated mostly through desk research considering two main sources: customs and the private database Portnet.

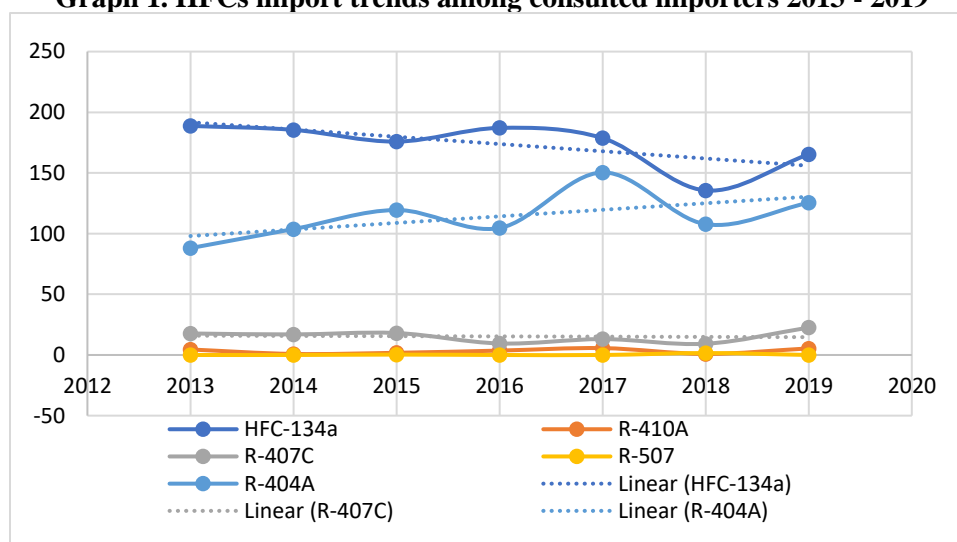
The data collected from these sources is based on HS codes that used to include both HFCs and PFCs. The following table summarizes the imports of these substances by year and source of information.

Table 1. HFCs and PFCs imported in Morocco 2013 – 2019 (metric tonnes)

Source	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Customs	0	0	567.57	775.72	782.43	1,077.85	1,237.77
Portnet	0	0	148.13	841.49	895.94	1,240.73	1,587.71

With the aim of focusing on HFCs exclusively, a survey was conducted among importers of these substances. The following graph is based on this survey. Although it covers only around 25% of total imports, the graph is helpful to identify the main trends of HFCs imports in recent years.

Graph 1. HFCs import trends among consulted importers 2013 - 2019



As it can be easily noticed, the main HFCs imported by these companies during the period 2013 to 2019 are HFC-134a and R-404A. While the first has followed a decreasing trend, the second one has shown an increase of around 30%. The R-410A has not been a major HFC imported in the last years; however, equipment containing this substance is being more and more imported, which could raise the import of R-410A in bulk in the coming years.

The above-mentioned report made also an estimate, exclusively based on desk research, about the total amount of HCFCs and HFCs used by the relevant sectors in 2019, as summarized in the following table.

Table 2. HCFCs and HFCs consumption by sector in 2019

Sectors	Metric tonnes
ONCF (railway company)	7.94
Industrial refrigeration	87
Commercial refrigeration including fishing sector	539.21
Domestic refrigeration	77.21
Domestic air conditioning	211.20
Mobile air conditioning	438.75

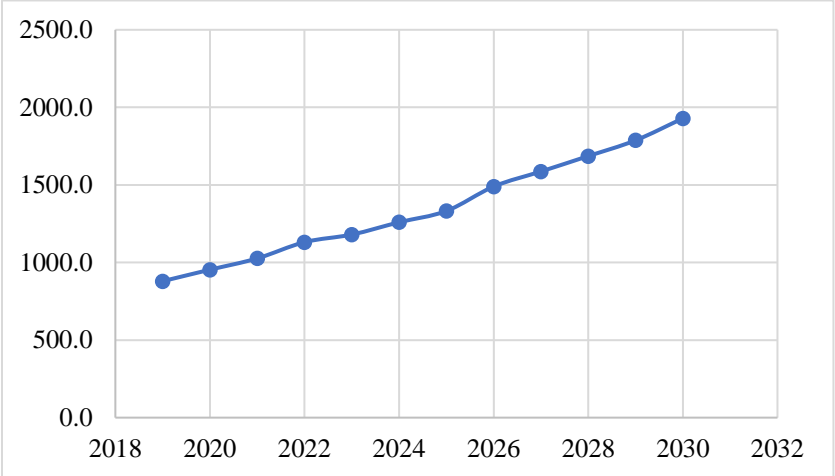
Total	1,361.3
--------------	----------------

The report claims that, considering an annual consumption of 499.83 metric tonnes for HCFC-22 in 2019 and an average export of 18 tonnes per year of this substance, the HFCs imported in 2019 would amount to 879.51 metric tonnes.

According to the report, some alternative refrigerants, like R-600a, have started to be introduced in refrigerators but remain minor. Other ODS alternatives have not been identified in the report.

Finally, the report provides a forecast of HFCs consumption in the coming years until 2030, as shown in the graph below.

Graph 2. Morocco HFCs consumption forecast for the period 2019 – 2030 (metric tonnes)



According to this estimate, HFCs consumption would amount to almost 1,260 mt in 2024, and almost 1,930 mt in 2030 if no action is undertaken for controlling and reducing this consumption. This represents a clear increase in the consumption of HFCs as the use of HCFC-22 is expected to decrease until its complete phase-out in 2030.

5. Description of information that needs to be gathered during project preparation. Explain how this data will be gathered

Information needed	Description	Agency
Updated ODS alternatives data	The previous reports on this topic were mostly based on desk research and estimates. Consequently, for building a consistent HFC phase-down management plan it is still necessary to conduct a review of the available data and a gathering of additional sector-specific data. This should be done through an extensive survey in the field, covering all sectors in all regions of the country for the years 2018 to 2022.	UNIDO
Data on energy consumption in relevant sectors	Under the enabling activities project, research has been focused on the consumption of HFCs. Energy efficiency has been subject to study only referring to the institutional and policy framework, this is, the strategies for improving energy efficiency in the relevant sectors in the future. However, further research is still required to gather information about the current	UNIDO

	energy consumption and future trends for RAC purposes in those sectors.	
6. Activities to be undertaken for project preparation and funding (decision 87/xx(b))		
Activity	Indicative funding (US \$)	Agency
Ground work: data collection on the use of ODS alternatives for the period 2018-2022; also on energy consumption in relevant sectors.	US \$ 70,000 Number of meetings: 5 in-person meetings and 30 videoconferences. Number of experts or consultants: 4 national consultants, 2 international consultants and 4 national data collectors.	UNIDO
Development of HFC phase-down detailed strategy for the RAC servicing sector (training and certification of technicians; provision of tools and equipment for the correct handling of refrigerants; reuse, recycling and reclaim programme, among others); strategies for codes, standards and labelling, and strategies for awareness raising.	US \$ 50,000 Number of meetings: 5 in-person meetings and 15 videoconferences. Number of experts or consultants: 4 national consultants, 2 international consultants.	UNIDO
Development of the energy efficiency (EE) detailed strategy including: - strategies for the introduction of EE RAC technologies in the Moroccan market; - strategies for the introduction of EE manufacturing processes in the RAC sector; - strategies for introduction EE practices in the RAC servicing sector; - strategies for EE in relevant end user sectors, mainly on the building and industrial sectors.	US \$ 40,000 Number of meetings: 5 in-person meetings and 20 videoconferences. Number of experts or consultants: 2 national consultants, 2 international consultants.	UNIDO
Validation: information and consultation sessions with stakeholders, review and validation sessions in different regions of the country.	US \$ 30,000 Number of meetings: 6 Number of experts or consultants: 2 national consultants, 1 international consultant.	UNIDO
TOTAL	190,000	
7. How will activities related to preparing the KIP be linked to the current stages of the HPMP being implemented in the country? (OPTIONAL)		
The preparation of the different KIP components will take into account the activities and results of the HPMP regarding regulatory framework, support to the RAC servicing sector and the manufacturing sector and awareness raising.		

Country: Armenia

Title: Institutional Strengthening for the implementation of Montreal Protocol in Armenia

Project Duration: 24 months (April 2023 – March 2025)

Project Budget: 153,600 (excl. 7% Agency Support Costs)

Implementing Agency: UNIDO

Coordinating Agency: Ministry of Environment / National Ozone Unit (NOU)

Project Summary

Since the approval of phase VII, the Ministry of Environment / National Ozone Unit (NOU) has advanced with the implementation of the Montreal Protocol activities in the country and ensured country's compliance with the reduction targets. The focus in the current phase was on: strict monitoring of HCFC trade through the national ODS regulatory framework and allocation of quotas, further strengthening the cooperation with the customs authorities ensuring sustained ODS phase-out and prevention of illegal trade, collaboration and sharing information with the industry associations and large spectrum of institutions, finalization of activities under the HPMP Stage II and preparation of the HPMP Stage III; completion of the enabling activities project; public awareness activities including celebration of International Ozone Day; Country Programme and Article 7 data reporting; and, active participation in regional network and Montreal Protocol meetings. Armenia has ratified the Kigali Amendment to the Montreal Protocol on 2 May 2019 and is working on the preparation of Stage I of Kigali HFC implementation plan.

During phase VIII the NOU's priority will be to prepare HPMP Stage III and Stage I of Kigali HFC implementation plan. Activities planned include: CP and Article 7 data reporting; continued monitoring the licensing system and allocate import quotas; continue cooperation with custom authorities and industry associations. Public awareness activities will include celebration of international ozone day and the country plans to participate in regional network and Montreal Protocol meetings, whether online or physical, when conditions allow.

Country: Egypt

Title: Institutional Strengthening for the implementation of Montreal Protocol in Egypt

Project Duration: 24 months (January 2023 – December 2024)

Project Budget: 292,253 (excl. 7% Agency Support Costs)

Implementing Agency: UNIDO

Coordinating Agency: Egyptian Environmental Affairs Agency/National Ozone Unit (NOU)

Project Summary

Since the approval of the phase XIII, the Egyptian Environmental Affairs Agency / Ozone Layer Protection Section (NOU) has advanced with the implementation of the Montreal Protocol activities in the country and ensured country's compliance with the reduction targets. The focus in the current phase was on: strict monitoring of HCFC trade through the national ODS regulatory framework and allocation of quotas, further strengthening the cooperation with the customs authorities ensuring sustained ODS phase-out, organization of training activities with customs officers on prevention of illegal trade, collaboration and sharing information with the industry associations and large spectrum of institutions, organizing regular meetings of the National Ozone Committee, finalization of activities under the HPMP Stage I and coordination of the HPMP Stage II activities; implementation of the enabling activities project to prepare the country for ratification of the Kigali Amendment; public awareness activities including celebration of International Ozone Day; Country Programme and Article 7 data reporting; and, active participation in regional network and Montreal Protocol meetings.

During phase XIV the NOU's priority will be for Egypt to achieve the 2024 HCFC reduction target and continue with the implementation of HPMP Stage II, including conversion of manufacturers in the polyurethane foam and residential air-conditioning sectors that will result in significant reduction of the ODS consumption. Activities planned include: CP and Article 7 data reporting; continued monitoring the licensing system and allocate import quotas; continue implementing activities under the HPMP Stage II; continue cooperation with custom authorities and industry associations; facilitate the ratification process of the Kigali Amendment through implementation of the enabling activities project and requesting preparatory funding for developing Stage I of the Kigali HFC phase down plan. Public awareness activities will include celebration of international ozone day and the country plans to participate in regional network and Montreal Protocol meetings, whether online or physical, when conditions allow. The country has included 20 performance indicators for phase XIV, including two gender related indicators.

Country: Libya

Title: Institutional Strengthening for the implementation of Montreal Protocol in Libya

Project Duration: 24 months (January 2023 – December 2024)

Project Budget: 174,164 (excl. 7% Agency Support Costs)

Implementing Agency: UNIDO

Coordinating Agency: National Ozone Unit/ Ministry of Environment

Project Summary

During phase VI, the Libyan NOU was fully staffed. Significant efforts were made, given the country political and security situation, to continue with the implementation of the Montreal Protocol activities. Quotas for the period 2020– 2022 were established and are being monitored on regular basis. The country consumption is below the control limits. The NOU continued to maintain cooperation with other public institutions through regular bilateral meetings, inter-ministerial meetings and steering committees. Country programme data and Article 7 data reports for 2020 and 2021 were submitted on time. Ozone Day Celebrations were organized in 2021. Libyan officials attended the online Meetings of the Party and Open-ended Working Group meetings in the reporting period, however due to the visa issues could not attend the meetings organized in person. Libya has successfully achieved ten out of the 13 performance indicators, while two were partially achieved and one was not achieved

During phase VII the NOU will continue to monitor HCFCs consumption to maintain compliance with quota system and with licensing system. Quotas will be issued for the years 2023 and 2024 to maintain HCFC consumption in line with the Agreement between the Executive Committee and the Executive Committee and with its commitments in decision XXVII/11. Activities planned under the next phase include: CP and Article 7 data reporting; continued monitoring the licensing system and allocate quotas to achieve full control over the imports of all HCFCs; continuing making efforts to introduce a ban importing or manufacturing HCFC equipment; continue cooperation with custom authorities and industry representatives; facilitate the ratification process of the Kigali Amendment, supervise the completion of HPMP Stage I activities and the implementation of HPMP Stage II activities. Public awareness activities will include celebration of international ozone day and the country plans to participate in regional network and Montreal Protocol meetings. The country has included 16 performance indicators for phase VII.

Country: Mexico

Title: Institutional Strengthening for the implementation of Montreal Protocol in Mexico

Project Duration: 24 months (January 2023 – December 2024)

Project Budget: 316,160 (excl. 7% Agency Support Costs)

Implementing Agency: UNIDO

Coordinating Agency: SEMARNAT - Ministry of Environment and Natural Resources

Project Summary

In phase XV of the IS project the NOU followed-up with priority to reduce the HCFC consumption according with the HPMP measures, and to continued implementing approved projects and application of the quota system to allow meeting the reduction target in 2021, as per the approved phase-out schedule in the Stage II HPMP. The HCFC quota system has been improved and the quotas and reduction targets have been made public. Coordination activities have continued including consultations with the national steering committee in the Head of the Office with Ministry of Foreign Affairs, industry associations, and other stakeholders. Public awareness activities have continued including the integration of dissemination materials for social media and web site regarding to HCFC phase-out and HFC phase- down. Training programme has continued to be improved including the good practices in refrigeration servicing to avoid the use of HCFC. All these activities and the follow up of the implementation of the phase out projects had allowed Mexico to reduce its HCFC consumption, and permit Mexico to comply with the Montreal Protocol by eliminating 67.5% of the HCFC of the baseline settle in 1148.8 ODP tonnes.

An additional activity has been incorporated to consider the early implementation of the Kigali Amendment and the phase out of HFCs. Mexico implemented the enabling activities with important advances in the HFC consumption assessment and in the ratification process, as a result of which the instrument of ratification had been deposited during the 73rd UNGA in New York.

A Roadmap to implement the Kigali Amendment has been the main result and product of this process, which presents the general “way forward” to implement the KA, based on the national diagnosis on use, consumption and sectoral distribution of HFCs. It includes the analysis of the national legal framework for the control of the consumption of substances regulated by the MP and its amendments.

The Roadmap has proposed an initial general identification of the short, medium and long-term actions of four pillars of public policy on which the HFC phase-down will be supported: 1) regulation, 2) strategic planning, 3) implementation, 4) reporting and verification.

Currently Mexico is preparing the HFC reduction strategy, in collaboration of the three agencies UNIDO, UNDP and UNEP. Consultations and analysis has been carried out in all HFC consumption sectors, and the strategy is expected to be submitted in 2023.

In addition, two investment projects are in their closure phase in the commercial and domestic refrigeration sector for the phase out of HFCs and their replacement with natural alternatives (Hydrocarbons) as refrigerant in both cases.

Additionally, a project was approved in the 86th ExCom Meeting addressing HFC-23 by-product emissions

in the HCFC-22 production plant of the company Quimobasicos.

The programme of activities relating to the Montreal Protocol forms part of Mexico's commitment to phase out the consumption of HCFCs in a controlled and cost-effective manner, and additionally to start the implementation of the Kigali Amendment to phase down the consumption of HFCs as early as possible, including the introduction of new efficient technologies. The National Ozone Unit is part of the Air Quality Management and Pollutant Release and Transfer Registry Office in the Environmental and Natural Resources Ministry (SEMARNAT). The Ozone Unit is the focal point for Montreal Protocol activities. The NOU mainly coordinates the whole Montreal Protocol programme in the country and prepares the basis for legislative and regulatory measures to be adopted by the responsible government authorities with an emphasis on the HCFC phase-out and HFC phase-down targets.

The NOU is responsible for monitoring the ODS and other substances subject to control under the Montreal Protocol import and consumption data and has for this purpose developed the Information and Monitoring System (SISSAO, in Spanish).

In 2021, Mexico registered 88.65 % reduction in HCFCs national consumption, exceeding the committed goal for 2022 and making the country with a very high level of compliance. The NOU will continue with priority to keep the control of HCFCs consumption, and to implement projects and the quota system to ensure sustainability of the reduction in 2022 and 2023 as well, and to keep the momentum for faster results for the total elimination of the HCFC depending on a further approval of the Stage III.

In order to address the outstanding tasks and new commitments to the Montreal Protocol, as well as to comply with national and international guidelines applicable to project development, it is considered relevant to promote the strengthening of the NOU, through operational monitoring of activities, documentation and dissemination of projects. As well as promoting training of staff in the NOU in technical aspects, Logical Framework, Project Cycle and in the implementation of environmental projects with international funding. Institutional strengthening actions will also aim to make more efficient the link between the national government and the implementing agency.

The NOU is implementing actions to incorporate policy on gender, taking into consideration the gender policy adopted at the 84th Meeting of the Executive Committee of the Multilateral Fund for the Implementation of the Montreal Protocol, in December 2019. In 2022, the NOU has been working on a gender analysis and gender action plan for the integration of gender sensitive actions among MLF projects.

Country: Türkiye

Title: Institutional Strengthening for the implementation of Montreal Protocol in Türkiye

Project Duration: 24 months (January 2023 – December 2024)

Project Budget: 332,800 (excl. 7% Agency Support Costs)

Implementing Agency: UNIDO

Coordinating Agency: Ministry of Environment, Urbanization and Climate Change (MoEUCC)

Project Summary

Turkish NOU capacity was increased by allocation of additional position/staff by the Ministry of Environment, Urbanization and Climate Change, upon restructuring process. Relevant achievements can be noted with a view to the functionality of the advisory Steering Committee, Türkiye NOU being further enhanced.

Progress was achieved in reviewing the ODSs national legislation and through early introduction of HFCs licensing, reporting and certification requirements, as a preparatory step to ensure future compliance with the HFCs phase-down targets. In addition, Türkiye ratified the Kigali Amendment on 10 November 2021.

The focus in the current phase was on: strict monitoring of HCFC trade through the national ODS regulatory framework and allocation of quotas, upgrading the ODS database with new modules, further strengthening the cooperation with the customs authorities ensuring sustained ODS phase-out, organization of training activities with stakeholders related to the upcoming obligation following the Kigali Amendment ratification, collaboration and sharing information with the industry associations and large spectrum of institutions, organizing regular meetings of the Steering Committee, finalization of activities under the HPMP Stage I and coordination of activities for submission and approval of the preparatory funding for the Kigali HFC implementation plan; public awareness activities including celebration of International Ozone Day; Country Programme and Article 7 data reporting; and, active participation in regional network and Montreal Protocol meetings. Prevention of illegal trade is achieved and further enhanced through improvement of the electronic system, customs authorities, NOU and trade authorities having access to the same centralized database for HFCs.

NOU has always been fully aware of the criticality and importance of the IS Project funding and planning in being able to achieve the advancements in the above mentioned fields (Table 10). Despite accomplishing achievements, NOU's self-evaluation meetings reveals that Türkiye NOU still has to advance its contributions in these RAC strategic fields. Awareness raising, combating illegal trade, regional cooperation and participation, data collection and data reporting are the areas, which require further intervention for the next project period. Therefore, the extension of IS funding is of relevance for the functioning of NOU.

- New generation ozone and climate friendly alternatives to ODS and F-gases will be fully supported through the trainings and acknowledgement meetings.
- Strengthened monitoring of ODS and HFC trade, especially through the use of innovative, IT-based and context dependent approaches is aimed to combat the illegal trade of ODSs and HFCs
- Strengthened data collection and reporting of ODSs and HFCs.

- The communication and networking possibilities as well as the awareness on the protection of the ozone layer among the concerned actors will be strengthened. The scale of this goal is not only crucial at national level but also international and local levels. Therefore, for the 2022-2024 period, increased visibility in both the regional and international scene as well as an underlined leader role in the Montreal Protocol and Kigali Amendment related issues is expected to be achieved.

The country has included 18 performance indicators for phase X, including two gender related indicators.

Project Concept

Country:	Bolivia (Plurinational State of)
Title:	Verification report of national consumption targets
Project Duration:	12 months
Project Budget:	US\$ 30,000 (excl. 9% Agency Support Costs)
Implementing Agency:	UNIDO
Coordinating Agency:	<u>Comisión Gubernamental del Ozono/ Ministerio de Ambiente y Agua</u>

Project Summary

Funding requirement for the preparation of verification report of national program is being requested in accordance with UNEP/OzL.Pro/ExCom/90/13.

The HCFC Phase-out Management Plan, Stage II for Bolivia was approved in July 2021 at the 87th Meeting of Executive Committee of the Multilateral Fund for the implementation of the Montreal Protocol. As per the agreement between the country and the Multilateral Fund, the next tranche request under this project is due at the first meeting in 2024.

Decision 90/33: *'The Executive Committee decided to request the relevant bilateral and implementing agencies to include in their amendments to work programmes, due for submission at the 91st meeting, funding in the amount of US \$30,000, plus agency support costs, for verification reports for stage II of the HPMPs for Bolivia (Plurinational State of), Brunei Darussalam, Cabo Verde, the Comoros, Costa Rica, Ecuador, El Salvador, Georgia, Guatemala, Jamaica, Malawi, Paraguay, Rwanda, Togo, Uganda, the United Republic of Tanzania and Zambia.'*

Project Concept

Country:	Ecuador
Title:	Verification report of national consumption targets
Project Duration:	12 months
Project Budget:	US\$ 30,000 (excl. 9% Agency Support Costs)
Implementing Agency:	UNIDO
Coordinating Agency:	Ministerio de Producción, Comercio Exterior, Inversiones y Pesca

Project Summary

Funding requirement for the preparation of verification report of national program is being requested in accordance with UNEP/OzL.Pro/ExCom/90/13.

The HCFC Phase-out Management Plan, Stage II for Ecuador was approved in December 2020 at the 86th Meeting of Executive Committee of the Multilateral Fund for the implementation of the Montreal Protocol. As per the agreement between the country and the Multilateral Fund, the next tranche request under this project is due at the second meeting in 2024.

Decision 90/33: 'The Executive Committee decided to request the relevant bilateral and implementing agencies to include in their amendments to work programmes, due for submission at the 91st meeting, funding in the amount of US \$30,000, plus agency support costs, for verification reports for stage II of the HPMPs for Bolivia (Plurinational State of), Brunei Darussalam, Cabo Verde, the Comoros, Costa Rica, Ecuador, El Salvador, Georgia, Guatemala, Jamaica, Malawi, Paraguay, Rwanda, Togo, Uganda, the United Republic of Tanzania and Zambia.'

Project Concept

Country:	Guatemala
Title:	Verification report of national consumption targets
Project Duration:	12 months
Project Budget:	US\$ 30,000 (excl. 9% Agency Support Costs)
Implementing Agency:	UNIDO
Coordinating Agency:	Ministerio Ambiente y Recursos Naturales

Project Summary

Funding requirement for the preparation of verification report of national program is being requested in accordance with UNEP/OzL.Pro/ExCom/90/13.

The HCFC Phase-out Management Plan, Stage II for Guatemala was approved in December 2020 at the 86th Meeting of Executive Committee of the Multilateral Fund for the implementation of the Montreal Protocol. As per the agreement between the country and the Multilateral Fund, the next tranche request under this project is due at the second meeting in 2024

Decision 90/33: *'The Executive Committee decided to request the relevant bilateral and implementing agencies to include in their amendments to work programmes, due for submission at the 91st meeting, funding in the amount of US \$30,000, plus agency support costs, for verification reports for stage II of the HPMPs for Bolivia (Plurinational State of), Brunei Darussalam, Cabo Verde, the Comoros, Costa Rica, Ecuador, El Salvador, Georgia, Guatemala, Jamaica, Malawi, Paraguay, Rwanda, Togo, Uganda, the United Republic of Tanzania and Zambia.'*